

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, October 6, 2022.

The Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration met with videoconference this day at 9:00 a.m. [ET], pursuant to rule 12-7(1), for the consideration of financial and administrative matters; and, in camera, pursuant to rule 12-7(1), for the consideration of financial and administrative matters.

Senator Lucie Moncion (*Chair*) in the chair.

[*Translation*]

The Chair: Welcome, all. I am a senator from Ontario and I have the privilege of chairing the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration.

I would like to introduce the senators who are here at this meeting: Senator Patricia Bovey, Manitoba; Senator Claude Carignan, P.C., Quebec; Senator Dennis Dawson, Quebec; Senator Gwen Boniface, Ontario; Senator Éric Forest, Quebec; Senator Tony Loffreda, Quebec; Senator Elizabeth Marshall, Newfoundland and Labrador; Senator Rosemary Moodie, Ontario; Senator Donald Plett, Manitoba; Senator Raymonde Saint-Germain, Quebec; Senator Judith Seidman, Quebec; Senator Scott Tannas, Alberta; Senator Yuen Pau Woo, British Columbia; and Senator Raymonde Gagné, Manitoba.

I would like to also welcome everyone across Canada who is watching our proceedings.

Honourable senators, the first item on our agenda is the adoption of the Minutes of Proceedings for September 22, 2022, which you will find in your bundle.

Do you have any questions or would you like to make any changes to the minutes? Would someone like to move that the Minutes of Proceedings for Thursday, September 22, 2022, be adopted?

Senator Bovey so moves.

Honourable senators, is it your pleasure to adopt the motion?

Hon. Senators: Yes.

The Chair: The motion is agreed to. Thank you.

[*English*]

Colleagues, the next item is a report from the Advisory Working Group on Environment and Sustainability. Welcome, Senator Deacon. I understand you will make opening remarks as chair of the advisory working group and we will then move to

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 6 octobre 2022

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration se réunit aujourd'hui, à 9 heures (HE), avec vidéoconférence, conformément à l'article 12-7(1) du Règlement, pour étudier des questions financières et administratives; et à huis clos, conformément à l'article 12-7(1) du Règlement, pour étudier des questions financières et administratives.

La sénatrice Lucie Moncion (*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Français*]

La présidente : Bonjour à tous. Je suis une sénatrice de l'Ontario et j'ai le privilège de présider le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration.

J'aimerais présenter les sénateurs et sénatrices qui participent à cette réunion : la sénatrice Patricia Bovey, du Manitoba; le sénateur Claude Carignan, c.p., du Québec; le sénateur Dennis Dawson, du Québec; la sénatrice Gwen Boniface, de l'Ontario; le sénateur Éric Forest, du Québec; le sénateur Tony Loffreda, du Québec; la sénatrice Elizabeth Marshall, de Terre-Neuve-et-Labrador; la sénatrice Rosemary Moodie, de l'Ontario; le sénateur Donald Plett, du Manitoba; la sénatrice Raymonde Saint-Germain, du Québec; la sénatrice Judith Seidman, du Québec; le sénateur Scott Tannas, de l'Alberta; le sénateur Yuen Pau Woo, de la Colombie-Britannique; la sénatrice Raymonde Gagné, du Manitoba.

Je souhaite également la bienvenue à ceux et celles qui suivent nos délibérations dans tout le pays.

Honorables sénateurs, le premier point à l'ordre du jour est l'approbation du procès-verbal du 22 septembre 2022, qui est dans votre trousse de documents.

Y a-t-il des questions ou des modifications à apporter au procès-verbal? Est-ce que quelqu'un veut proposer que le procès-verbal du jeudi 22 septembre 2022 soit adopté?

La sénatrice Bovey propose la motion.

Vous plaît-il, honorables sénateurs, d'adopter la motion?

Des voix : D'accord.

La présidente : La motion est adoptée. Merci.

[*Traduction*]

Chers collègues, le point suivant porte sur le rapport du Groupe de travail consultatif sur l'environnement et le développement durable. Bienvenue, sénateur Deacon. Je crois savoir que vous ferez la déclaration liminaire en tant que

questions. I remind my colleagues that the full report from the working group was provided to CIBA on February 10, 2022, and it was adopted in the Senate.

Hon. Colin Deacon: Thank you very much to the committee. Colleagues, it's great to have an opportunity to report back on the advisory working group's report and work since April 28 of this year, when CIBA reauthorized the AWG to help implement the environment and sustainability commitment that we have made.

One of the recommendations that the Senate of Canada adopted from our first report was the implementation of an environmental and sustainability policy statement. The policy statement was unanimously adopted by the Senate on March 29. The policy statement had the objective that it was the Senate of Canada's commitment to reduce the Senate's carbon footprint to net zero by 2030 and to implement sustainable practices in its operations. We are now working towards that objective.

The mandate of the current advisory working group empowered Senators Anderson, Black, LaBoucane-Benson, Smith and myself to examine the feasibility of implementing programs in the Senate relating to the environment and sustainability, as well as to oversee a request for proposals process to secure external expertise. We explained the importance of getting that external expertise in our first report. I want to again thank the committee for giving us the responsibility to do this, my colleagues on the AWG and all the staff across the Senate who have been so helpful in supporting our efforts.

Honourable senators, I'm here today to present our group's first report, which includes an overview of the progress to date, as well as information on the proposed RFP, for which I hope to solicit your approval. My presentation will occur in two parts, the first during the public portion of this meeting, where we'll discuss the second report, and an in camera portion where we will discuss the details of the RFP.

Before I begin, I'd like to ask why we embarked on this journey. Earlier this year, I told this very committee that we should ask the next generations — the ones whose hair is not yet grey or white, our grandchildren, children, nieces and nephews — why it's important. Thirteen days ago, or two weeks ago tomorrow, the Atlantic provinces were devastated by Hurricane Fiona. Hundreds remain without homes or access to their homes, and tens of thousands remain without power two weeks later. The shorelines have eroded in ways we never expected could happen so fast. It's the warming water temperatures along the Atlantic coast where hurricanes are now

président du groupe de travail consultatif, et nous passerons ensuite aux questions. Je rappelle à mes collègues que le rapport complet du groupe de travail a été remis au comité le 10 février 2022, et qu'il a été adopté par le Sénat.

L'honorable Colin Deacon : Je remercie beaucoup les membres du comité. Chers collègues, je suis ravi d'avoir l'occasion de faire le point sur le rapport et le travail du groupe de travail consultatif depuis le 28 avril de cette année, lorsque CIBA a autorisé à nouveau le groupe de travail consultatif à contribuer à la mise en œuvre de l'engagement que nous avons pris en matière d'environnement et de développement durable.

L'une des recommandations que le Sénat du Canada a adoptées dans notre premier rapport était la mise en œuvre d'un énoncé de politique sur l'environnement et le développement durable. Cet énoncé de politique a été adopté à l'unanimité par le Sénat le 29 mars. L'énoncé de politique avait pour objectif d'affirmer que le Sénat du Canada s'engage à atteindre la carboneutralité d'ici 2030 et à mettre en œuvre des pratiques durables dans ses activités. Nous travaillons actuellement à l'atteinte de cet objectif.

Le mandat du groupe de travail consultatif actuel habilite les sénateurs Anderson, Black, LaBoucane-Benson, Smith et moi-même à examiner la faisabilité de la mise en œuvre de programmes en matière d'environnement et de développement durable au Sénat, ainsi qu'à superviser un processus de demande de propositions pour obtenir une expertise externe. Nous avons expliqué l'importance d'obtenir cette expertise externe dans notre premier rapport. Je tiens à remercier encore une fois le comité de nous avoir confié cette responsabilité, et à remercier mes collègues du groupe de travail consultatif et tout le personnel du Sénat qui a si bien soutenu nos efforts.

Honorables sénateurs, je suis ici aujourd'hui pour présenter le premier rapport de notre groupe de travail, qui comprend un aperçu des progrès accomplis à ce jour, ainsi que des renseignements sur la demande de propositions proposée, pour laquelle j'espère obtenir votre approbation. Mon exposé se fera en deux parties, la première pendant la partie publique de la réunion, où nous discuterons du deuxième rapport, et la deuxième pendant la partie à huis clos, où nous discuterons des détails de la demande de propositions.

Avant de commencer, j'aimerais qu'on se demande pourquoi nous nous sommes lancés dans cette aventure. Plus tôt cette année, j'ai dit à ce même comité que nous devrions demander aux prochaines générations — celles dont les cheveux ne sont pas encore gris ou blancs, à nos petits-enfants, nos enfants, nos nièces et nos neveux — pourquoi c'est important. Il y a 13 jours, ou deux semaines demain, les provinces de l'Atlantique ont été dévastées par l'ouragan *Fiona*. Des centaines de personnes n'ont toujours pas de maison ou d'accès à leur maison, et des dizaines de milliers de personnes sont toujours privées d'électricité deux semaines plus tard. Le littoral s'est érodé d'une manière que

speeding up as they get further north. They are not slowing down, as they always had. We also saw Hurricane Ian devastating Florida and parts of North Carolina last week. The effects and costs are around us.

The Senate of Canada unanimously agreed that it has a responsibility to help tackle the challenges of climate change by reducing its own carbon-intensive activity, thereby demonstrating leadership, gaining important first-hand experience and earning the credibility necessary to hold the government to account. However, to get there we need to formulate a road map and then execute it. That's what our Advisory Working Group on Environment and Sustainability has been focused on under your authority.

So what is our progress to date? The activities of the advisory working group are now focused on two distinct and intertwined areas. The first relates to examining the feasibility of implementing environment and sustainability programs within the Senate of Canada, including establishing an accountability framework, an annual reporting cycle, promoting climate-friendly transportation policies and reducing travel, enhancing recycling and minimizing waste, a digital-first approach to printing, getting support from central agencies to allow the Senate to charge carbon offsets as part of a sustainable Senate, and a process for senators and their offices to propose environmental and sustainability recommendations.

There has been promising progress on each of these programs. One encouraging highlight is the summer consultations that took place between Senate Finance and the Treasury Board Secretariat was on the possibility of support from central agencies to allow the Senate to charge carbon offsets as part of its operating budget. The Senate received confirmation that it has the authority to buy carbon offsets. However, the working group is of the opinion that it would be important for this to wait for the final report from the consultant to make sure we are actually launching practices that save us money and show that we're reducing our carbon footprint before we start to use those savings to purchase carbon offsets.

The second area to highlight for you today is the sourcing of external expertise and selecting an external expert who can provide us with a reporting system and guide us as we work to reduce our footprint to our net-zero commitment. This

nous n'aurions jamais imaginée aussi rapide. C'est le réchauffement de la température de l'eau le long de la côte atlantique qui fait en sorte que les ouragans accélèrent à mesure qu'ils remontent vers le nord. Ils ne ralentissent pas, comme ils l'ont toujours fait. Nous avons également vu l'ouragan *Ian* dévaster la Floride et certaines parties de la Caroline du Nord la semaine dernière. Les effets et les coûts se font sentir tout autour de nous.

Le Sénat du Canada a convenu à l'unanimité qu'il lui incombe d'aider à relever les défis du changement climatique en réduisant ses propres activités à forte intensité de carbone, ce qui, par le fait même, lui permet de faire preuve de leadership, d'acquérir une importante expérience de première main et de gagner la crédibilité nécessaire pour demander des comptes au gouvernement. Toutefois, pour y parvenir, nous devons nous donner une feuille de route, puis l'exécuter. C'est ce sur quoi le Groupe de travail consultatif sur l'environnement et le développement durable s'est concentré sous votre autorité.

Quels sont les progrès réalisés à ce jour? Les activités du groupe de travail consultatif sont désormais axées sur deux éléments distincts et étroitement liés. Le premier concerne l'examen de la faisabilité de mettre en œuvre des programmes favorisant l'environnement et le développement durable au sein du Sénat du Canada, y compris l'établissement d'un cadre de responsabilisation et d'un cycle de rapports annuels, la promotion de politiques de transport écologiques et de réduction des déplacements, l'optimisation du recyclage et la réduction du gaspillage, l'adoption d'une approche mettant l'accent sur le numérique et la réduction des impressions, l'obtention de l'appui des organismes centraux pour permettre au Sénat d'acheter des droits d'émissions de carbone dans le cadre d'un Sénat durable, et un processus permettant aux sénateurs et à leurs bureaux de formuler des recommandations favorisant l'environnement et le développement durable.

Des progrès prometteurs ont été réalisés dans le cadre de chacun de ces programmes. Un fait saillant encourageant lors des consultations de l'été entre la Direction des finances du Sénat et le Secrétariat du Conseil du Trésor concernait la possibilité d'obtenir l'appui des organismes centraux pour permettre au Sénat d'acheter des droits d'émissions de carbone dans le cadre de son budget de fonctionnement. Le Sénat a reçu, en effet, la confirmation qu'il a le pouvoir d'acheter des droits d'émissions de carbone. Toutefois, le groupe de travail est d'avis qu'il serait important d'attendre le rapport final du consultant pour s'assurer que nous mettons en place des pratiques qui nous font économiser de l'argent et qui montrent que nous réduisons notre empreinte carbone avant de commencer à utiliser ces économies pour acheter des droits d'émissions de carbone.

Le deuxième élément à souligner aujourd'hui est la recherche d'une expertise externe et la sélection d'un expert externe qui peut nous fournir un système de rapports et nous guider dans nos efforts pour atteindre la carboneutralité. Le système d'analyse

benchmarking and tracking system and related expertise is critical to making effective and cost-efficient progress. This competitive RFP process is not like our more standard procurement processes when we're buying furniture, desks and computers. This is very much a different approach, and we needed to learn what vendors might need or expect from us and what we might be able to expect from them. We implemented a request for information proposal process over the summer to learn from those who are already known as experts in this space as to what we should be doing and how our RFP should be shaped based on their expertise. We got eight informative responses. The feedback we received was crucial to drafting the RFP and making sure that we had a scope of work that actually could be accomplished effectively and cost efficiently by a vendor.

We broke the project into three phases, with phase one being benchmarking, data collection and analysis of scope one, two and three greenhouse gas emissions. Phase two is developing net-zero targets and an implementation plan. Phase three is tracking and sustaining progress towards net zero.

The company selected for this work would first need to meet a number of mandatory criteria, including demonstrating their ability and experience in the emissions reduction area when helping other organizations, their bilingualism and making sure that they provide excellent references.

The value of this RFP contract, if awarded by the Senate, will be publicly disclosed on the Senate website through regular quarterly reporting process. The advisory working group welcomes that transparency.

Colleagues, the working group recommends that we proceed to issue the RFP at this time so we can begin working with the external expertise in the new year. Completing this project will require whole-of-organization involvement, which has already begun in a really impressive way in close cooperation with our parliamentary partners.

We look forward to collaborating, both on next year's plan and the years ahead. We have the opportunity for the Senate to demonstrate initiative and leadership, to implement measurable change and to achieve these really important objectives.

Thank you, chair. I'm happy to take any questions. I will remind colleagues that you refrain from diving into the specific details of the RFP in the public portion of this meeting and save that for the in camera portion. Thank you, colleagues.

comparative et de suivi et l'expertise connexe sont essentiels pour réaliser des progrès efficaces et rentables. Le processus de demande de propositions concurrentiel ne ressemble pas à nos processus d'approvisionnement habituels pour acheter des meubles, des bureaux et des ordinateurs. Il s'agit d'une approche très différente, car nous devons savoir ce dont les fournisseurs pouvaient avoir besoin ou attendre de nous, et ce que nous pouvions attendre d'eux. Nous avons mis en place un processus de demande d'information au cours de l'été afin d'apprendre de ceux qui sont déjà connus comme des experts dans ce domaine comment procéder et comment rédiger notre demande de propositions à la lumière de leur expertise. Nous avons reçu huit réponses instructives. L'information a été cruciale pour rédiger la demande de propositions et s'assurer d'avoir une portée de travail qui pouvait réellement être accomplie de manière efficace et rentable par un fournisseur.

Nous avons divisé le projet en trois phases, la première étant l'analyse comparative, la collecte de données et l'analyse des émissions de gaz à effet de serre de portée un, deux et trois. La deuxième phase consiste à élaborer des objectifs de carboneutralité et un plan de mise en œuvre. La troisième phase est le suivi et le maintien des progrès vers la carboneutralité.

L'entreprise sélectionnée pour ce travail devra d'abord répondre à un certain nombre de critères obligatoires, notamment démontrer sa capacité et son expérience dans le domaine de la réduction des émissions en aidant d'autres organisations, démontrer son bilinguisme et fournir d'excellentes références.

La valeur du contrat relatif à cette demande de propositions, s'il est attribué par le Sénat, sera divulguée publiquement sur le site Web du Sénat dans le cadre du processus habituel de rapports trimestriels. Le groupe de travail consultatif se félicite de cette transparence.

Chers collègues, le groupe de travail recommande que nous procédions à l'émission de la demande de propositions dès maintenant afin de pouvoir commencer à travailler avec l'expertise externe au cours de la nouvelle année. La réalisation de ce projet nécessitera la participation de l'ensemble de l'organisation, une participation qui se manifeste déjà de manière vraiment impressionnante et en étroite collaboration avec nos partenaires parlementaires.

Nous sommes impatients de collaborer, tant pour le plan de l'année prochaine que pour ceux des années à venir. Le Sénat a ainsi l'occasion de faire preuve d'initiative et de leadership, de mettre en œuvre des changements mesurables et d'atteindre ces objectifs vraiment importants.

Je vous remercie, madame la présidente. Je serai heureux de répondre aux questions. Je rappelle à mes collègues qu'ils doivent s'abstenir d'entrer dans les détails de la demande de propositions pendant la partie publique de la réunion et doivent attendre la partie à huis clos pour le faire. Je vous remercie, chers collègues.

The Chair: Thank you, Senator Deacon.

As you just said, before I open it for questions, I wish to remind you that we are discussing this report in public. As such, please do not refer to dollar amounts nor the selection criteria as that could influence the bidding process. Also, please refrain from sharing your personal opinion on potential suppliers.

If senators wish to discuss sensitive information, that should be done in camera when we will formally decide on the report and the request.

Colleagues, are there any questions or comments for Senator Deacon?

Senator Marshall: Madam Chair, you can tell me if this should be postponed until we get in camera. I had two questions on the recommendation. Has it been decided who will participate in the interviews? When we selected the new auditors for the Senate, it was a combination of senators and officials. I'd like to know who will participate in the interviews.

Senator C. Deacon: We're relying on officials who have more experience in the procurement process to guide its efforts, but the AWG does expect to have involvement in that selection process to the extent to which this committee would think appropriate.

Senator Marshall: Regarding the contract itself, when it's time to award the contract, does it come back to CIBA for approving the awarding of the contract?

Senator C. Deacon: I don't know if it's your standard process or not at CIBA, that you have a two-step process. I wouldn't expect it, but —

Pascale Legault, Chief Corporate Services Officer and Clerk of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration, Senate of Canada: The approval process at this level is to launch the RFP. Once that is done, there would be close working with the working group to determine eligibility criteria, and all of that process would happen after.

It wouldn't come back here for a final approval once it's done, but it could come back for information, if you wish, at the end of the process.

Senator Marshall: We can talk about that when we go in camera. That's great. Thank you.

La présidente : Je vous remercie, sénateur Deacon.

Comme vous venez de le mentionner, et avant de passer aux questions, je tiens à rappeler à tous que nous discutons de ce rapport en public. Ainsi, veuillez ne pas faire allusion aux sommes d'argent de même qu'aux critères de sélection, car cela pourrait influencer sur le processus d'appel d'offres. De plus, veuillez éviter de donner votre opinion sur des fournisseurs potentiels.

Si les sénateurs souhaitent discuter de renseignements sensibles, ils doivent le faire à huis clos lorsque nous prendrons officiellement nos décisions au sujet du rapport et de la demande.

Chers collègues, avez-vous des questions ou des observations pour le sénateur Deacon?

La sénatrice Marshall : Madame la présidente, j'aimerais savoir si ce qui suit devrait être discuté à huis clos. J'ai deux questions au sujet de la recommandation. Les participants aux entrevues ont-ils été choisis? Lorsque nous avons choisi les nouveaux vérificateurs pour le Sénat, il y avait des sénateurs et des fonctionnaires. J'aimerais savoir qui participera aux entrevues.

Le sénateur C. Deacon : Le groupe de travail consultatif s'en remet à des fonctionnaires qui ont plus d'expérience que lui dans le processus d'approvisionnement pour guider ses efforts, mais il s'attend à participer au processus de sélection dans la mesure où le comité le jugera approprié.

La sénatrice Marshall : Au sujet du contrat proprement dit, lorsque le moment sera venu d'accorder le contrat, reviendra-t-il à CIBA d'approuver l'attribution du contrat?

Le sénateur C. Deacon : Je ne sais pas si ce processus en deux étapes est le processus standard à CIBA. Je ne pense pas, mais...

Pascale Legault, dirigeante principale des services corporatifs et greffière du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration, Sénat du Canada : Le processus d'approbation à cette étape s'applique au lancement de la demande de propositions. Lorsque ce sera fait, l'établissement des critères d'admissibilité se fera en étroite collaboration avec le groupe de travail, et tout le processus se déroulera ensuite.

Le dossier ne sera pas renvoyé ici pour une approbation finale lorsque ce sera fait, mais il pourrait l'être à titre d'information, si vous le souhaitez, à la fin du processus.

La sénatrice Marshall : Nous pourrions en discuter lorsque nous serons à huis clos. C'est parfait. Je vous remercie.

[Translation]

Senator Forest: Thank you for your presentation. I have three questions, one of which is on the same topic; it seems great minds think alike. Can we already say, when we adopt the motion, for instance, that we would like the selection committee to be made up of three senators and two managers? Can we include that in our proposal? Yes? This is what I'm suggesting.

The other issue, which is key in this type of enterprise, is the degree of precision in the quote, i.e., what we should receive and what the contract should deliver as a result. Will the detailed specifications be known or are we starting from scratch with the RFP?

[English]

Senator C. Deacon: There's a considerable amount of detail in the scope of work and the qualifications needed. The RFP, in my mind, does provide sufficient parameters to make sure we're getting the sort of expertise that we need. But we're also careful to be as principles-based as we could be, because one of the concerns we had is that, because this is not a standard procurement process and we expect those coming to us to be so much more informed on this topic than we are, we wanted to make sure that we weren't cutting off an expert by having a requirement in there that perhaps we didn't fully understand.

That was why we did the RFI process. We still want to be very cautious in the RFP to be principles-based and have a very clear scoring system that was based on merit as much as possible. We're not aiming at the lowest cost, necessarily. We're aiming at the most qualified.

[Translation]

Senator Forest: From my experience, since the estimate is not to purchase a computer system, for example, it is still a broader area of expertise; it seems to me very, very important to be careful and thorough in drawing up the estimate, to ensure that the deliverables are clearly identified. This will ultimately help us to achieve our objectives.

If we were to go ahead and meet the target, would we be the first house to be 100% carbon neutral by 2030? I like being first very much.

[English]

Senator C. Deacon: I can assure you that is absolutely the intention, and I believe that is absolutely possible. But as we all know, in the Senate, it takes the Senate and senators working

[Français]

Le sénateur Forest : Merci pour la présentation. J'ai trois questions, dont une qui va dans le même sens; les grands esprits se rencontrent. Est-ce qu'on peut déjà déterminer, lors de l'adoption de la motion, à titre d'exemple, si on veut que le Comité de sélection soit composé de trois sénateurs et de deux gestionnaires? Est-ce qu'on peut inclure cela dans notre proposition? Oui? J'en fais la suggestion.

L'autre élément, qui est la clé dans ce type de démarche, est la précision du devis, ce que l'on doit recevoir comme ce que doit offrir ce contrat comme résultat. Est-ce que les détails spécifiques du devis sont connus ou si l'on part de zéro pour un processus d'appel d'offres?

[Traduction]

Le sénateur C. Deacon : Il y a beaucoup de détails qui entrent en ligne de compte dans la portée des travaux et les qualifications requises. La demande de propositions, à mon sens, contient des paramètres suffisants pour nous assurer d'obtenir l'expertise dont nous avons besoin. Nous prenons soin toutefois de faire en sorte que cela repose autant que possible sur des principes, car — étant donné qu'il ne s'agit pas d'un processus d'approvisionnement standard et que nous nous attendons à ce que ceux qui répondent soient beaucoup mieux informés que nous sur le sujet — nous voulions nous assurer de ne pas éliminer un expert en ayant une exigence que nous ne comprenions sans doute pas totalement.

C'est la raison pour laquelle nous avons eu un processus de demande d'information. Nous voulons encore être très prudents en ayant une demande de propositions qui repose sur des principes et en ayant un système de pointage très clair basé, dans toute la mesure du possible, sur le mérite. Nous ne visons pas nécessairement le prix le plus bas. Nous voulons les gens les plus qualifiés.

[Français]

Le sénateur Forest : De par mon expérience, puisque le devis ne vise pas à acheter un système d'ordinateurs, par exemple, c'est quand même une zone plus vaste comme expertise; cela me semble très, très important d'être attentif et minutieux en établissant le devis, afin de nous assurer que les livrables sont clairement identifiés. Cela nous permettra, en bout de piste, d'atteindre nos objectifs.

Si jamais on y allait et qu'on atteignait l'objectif, est-ce qu'on serait la première Chambre à être 100 % carboneutre en 2030? Moi, j'aime beaucoup être premier.

[Traduction]

Le sénateur C. Deacon : Je peux vous assurer que c'est bien l'intention, et je pense que c'est tout à fait possible. Toutefois, comme nous le savons tous, au Sénat, il faut que le Sénat et les

total to achieve any goal, let alone an ambitious goal. This is an ambitious goal, but it's an important goal for us to demonstrate leadership on. I see no reason why we can't accomplish that goal, even in a shorter period of time.

We can't underestimate this. It will require us to work together and prioritize this as something we feel, as an organization, is important to Canada, to Canadians and to those whom we predominantly serve, which are the voices that are a little quieter in our country and are not always heard in the public policy process.

So absolutely; I see it as being a goal that we will be accomplishing as soon as we can.

[Translation]

Senator Forest: I don't talk about forests, I have a conflict of interest.

[English]

Senator Woo: Thank you, Senator Deacon. Without prejudicing any of our discussion for the in camera session, can you tell us what some of the most important lessons from the RFI process were?

Senator C. Deacon: One of them was that we have to be very clear on the information we can provide and that we already have access to. If there are organizations that thought they had to go and gather all of the information and be a part of pulling it all together and collating it into a useful database from which to build our carbon footprint, that would be a much more involved process. That was number one. We had to be clear on what we could provide and what we couldn't provide as information to support their work, predominantly in benchmarking.

The second one for me was the amount of digital technology available to automate the process — based on very clearly identified and evidence-based assumptions — of identifying our carbon footprint from our financials. As our financials are approved, each has associated with it a certain greenhouse gas effect — a flight from Vancouver, a flight from Halifax — different amounts of money and different amounts of carbon footprint. Those are examples.

So that automated process was very interesting from my standpoint, because I did believe there was a software solution that could be helpful in this. But again, how many of those with the expertise and then what to do with the information would also have access to the software system and whatever else? That wasn't entirely clear because we weren't asking for those details.

sénateurs travaillent ensemble pour atteindre un objectif, et à plus forte raison, un objectif ambitieux. C'est un objectif ambitieux, mais aussi important pour faire preuve de leadership. Je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas l'atteindre, et même le faire plus rapidement.

On ne peut pas sous-estimer cela. Nous devons travailler ensemble et en faire une priorité que nous considérons, en tant qu'organisation, importante pour le Canada, pour les Canadiens et pour ceux que nous servons principalement, ceux dont les voix sont plus discrètes et ne sont pas toujours entendues dans le processus des politiques publiques.

Donc, oui, absolument; je vois cela comme un objectif que nous atteindrons le plus rapidement possible.

[Français]

Le sénateur Forest : Je ne parle pas de forêts, je suis en conflits d'intérêts.

[Traduction]

Le sénateur Woo : Je vous remercie, sénateur Deacon. Sans compromettre nos discussions à huis clos, pouvez-vous nous parler de certaines des leçons les plus importantes que vous avez tirées du processus de demande d'information?

Le sénateur C. Deacon : La première leçon est qu'il faut être très clair au sujet de l'information que l'on peut fournir et à laquelle nous avons déjà accès. Si les organismes pensent qu'ils doivent recueillir toute l'information et la colliger dans une base de données utile à partir de laquelle ils doivent bâtir notre empreinte carbone, il s'agit alors d'un processus beaucoup plus poussé pour eux. C'est la première leçon. Nous devions mentionner clairement l'information que nous pouvions ou ne pouvions pas fournir à l'appui de leur travail, principalement pour ce qui est de l'analyse comparative.

La deuxième leçon pour moi est la quantité de technologies numériques disponibles pour automatiser le processus — en se basant sur des hypothèses clairement énoncées et fondées sur des preuves — afin d'établir notre empreinte carbone à partir de nos données financières. Lorsque nos données financières sont approuvées, chacune d'elle est associée à une quantité de gaz à effet de serre — un vol de Vancouver, un vol de Halifax — différentes sommes d'argent et différentes quantités de carbone. Ce sont là des exemples.

Ce processus automatisé était donc très intéressant à mon point de vue, car je croyais qu'il existait une solution logiciel qui pourrait nous aider. Encore une fois, combien possèdent l'expertise, comment traiter l'information, comment avoir accès au système logiciel, et cetera? Ce n'était pas tout à fait clair, car nous ne demandions pas ces détails.

Senator Woo: Can you give us a sense of the landscape of potential vendors or providers of these services? Are they accountants, environmental engineers or economists? It is probably a mixture of all of the above.

Senator C. Deacon: It's a mixture of all of that. They are SAS companies; software-as-a-service providers are emerging quite rapidly where it was an online system. We then had to look at what we can do about data being stored in Canada versus transported somewhere else in the world in another database. We had to look at a number of different factors like that.

Senator Woo: That is coming up.

Senator C. Deacon: It's software as a service, down to a consulting firm doing a specialized project just for this organization. Because of the unique nature of the organization, that may be the right way to go.

But that would be at the other end — a sort of standard consulting firm offering a service that is tailored specifically to our needs.

[Translation]

Senator Saint-Germain: First, Senator Deacon, I want to congratulate you. We are all busy in the Senate and in committee, you and everyone else. The amount of time you have put into this is enormous. I think we all owe you a great deal of gratitude.

That said, you lead us to act and reflect on a very contemporary issue of great importance to all organizations. Several of your recommendations, as far as I am concerned, are of great interest. One of them appeals to me. How do you think the Senate should address this issue, while balancing its internal needs? How do you think the matter should be handled by an external expert?

I am referring to the recommendation that relates to the promotion of climate-friendly transportation policies with a focus on reducing travel, in which you say that the Senate should consider the possibility of offering a hybrid work environment for staff members in order to reduce the carbon footprint associated with building occupancy and travel. This recommendation appeals to me, because our first criterion should be needs and services. Has the working group considered the monitoring and balance that needs to be struck between reducing the carbon footprint and the needs of the employer?

Le sénateur Woo : Pouvez-vous nous donner une idée des fournisseurs potentiels pour ces services? S'agit-il de comptables, d'ingénieurs en environnement ou d'économistes? C'est sans doute une combinaison de tous ces gens.

Le sénateur C. Deacon : C'est une combinaison, en effet, ce sont des entreprises de logiciel-service. Les fournisseurs de logiciel-service font leur apparition rapidement et offrent un système en ligne. Nous avons dû réfléchir au stockage des données au Canada par opposition à leur acheminement ailleurs dans le monde dans une autre base de données. Nous avons dû examiner divers facteurs de cette nature.

Le sénateur Woo : C'est ce qui s'en vient.

Le sénateur C. Deacon : Cela va donc du logiciel-service jusqu'à la société d'experts-conseils qui exécute un projet spécialisé précisément pour notre organisation. En raison du caractère unique de notre organisation, cela peut être la bonne voie à emprunter.

Ce serait à l'autre bout — une sorte de société d'experts-conseils standard qui offre un service adapté spécifiquement à nos besoins.

[Français]

La sénatrice Saint-Germain : Dans un premier temps, sénateur Deacon, je veux vous féliciter. Nous sommes tous occupés au Sénat et en comité, vous autant que les autres. Le temps que vous avez consacré à ce dossier est énorme. Je crois que nous devons tous vous être très reconnaissants.

Cela dit, vous nous amenez à agir et à réfléchir à une question très contemporaine de grande importance pour toutes les organisations. Plusieurs de vos recommandations, en ce qui me concerne, sont d'un grand intérêt. L'une d'elles m'interpelle. À votre avis, comment le Sénat devrait-il examiner cette question, tout en gardant un équilibre avec ses besoins internes? De quelle façon estimez-vous que le dossier devrait être confié à un expert externe?

Je parle de la recommandation qui touche la promotion de politiques de transport respectueuses du climat et misant sur la réduction des déplacements, dans laquelle vous dites qu'il faudrait que le Sénat réfléchisse à la possibilité d'offrir un environnement de travail hybride aux membres du personnel, afin de réduire l'empreinte carbone liée à l'occupation des bâtiments et aux déplacements. Cette recommandation m'interpelle, parce que notre premier critère, ce doit être les besoins et services. Le groupe de travail s'est-il penché sur le suivi et l'équilibre qu'il faut assurer entre la réduction de l'empreinte carbone et les besoins de l'employeur?

[English]

Senator C. Deacon: I think that's going to be a conversation that we have over a considerable period of time. We have very good evidence on what we can do, how we can reduce travel in one specific area and still conduct our jobs in an effective manner, and that is around witness travel for committee work. There is an annual budget of about half a million dollars a year on witness travel, people coming to Ottawa.

For me, what that did, when we had witnesses predominantly travelling, there were many times in committee that we weren't able, as a committee, to get the witnesses that I would have loved to see there because they had to travel to Ottawa for one hour on a panel and they decided it wasn't worth it, whereas, having hybrid in that situation has been helpful to us. I think we've demonstrated that it's something we want to continue into the future. It has saved us money and it has reduced greenhouse gas emissions. Those freed-up resources are helpful.

Maybe I did not hear the interpretation properly.

Senator Saint-Germain: My question is related to the Senate employees.

Senator C. Deacon: Employees?

Senator Saint-Germain: Yes. How do you see that this part of the eventual RFP has to be outsourced?

Has the working group had discussion related to the criteria that, as an employer, we would also want to include in this evaluation of the relevance of this recommendation with regard to transport and hybrid work for the employees?

Senator C. Deacon: In terms of expanding the hybrid work and how that would be done?

I apologize, Senator Saint-Germain, for trying to catch up on the question. I didn't hear the translation properly at first.

Senator Saint-Germain: My question is related to the Senate employees and your recommendation that we try to offer, if possible, an environment that would allow them to work in a hybrid mode.

The question is specific to the balance. How would we find the balance? Has the working group discussed how to find a balance between sustainable development interests and the employer interests regarding hybrid work?

[Traduction]

Le sénateur C. Deacon : Je pense qu'il s'agit là de discussions qui s'échelonneront sur une période de temps considérable. Nous avons de très bonnes preuves de ce que nous pouvons faire pour réduire les déplacements dans un domaine précis tout en effectuant notre travail de manière efficace, soit les déplacements des témoins pour le travail en comité. Nous avons un budget annuel d'environ un demi-million de dollars pour les déplacements des témoins jusqu'à Ottawa.

Lorsque des témoins devaient se déplacer, l'effet que cela avait pour moi est que souvent le comité n'arrivait pas à avoir ceux que j'aurais vraiment souhaité entendre parce qu'ils devaient se rendre à Ottawa pour témoigner pendant une heure et qu'ils trouvaient que cela n'en valait pas la peine. Les séances hybrides ont donc été très utiles pour nous dans ce genre de situation. Je pense que nous avons fait la preuve que nous voulons poursuivre sur cette voie. Nous avons épargné de l'argent et diminué les émissions de gaz à effet de serre. Les ressources que nous avons libérées sont utiles.

Je n'ai peut-être pas bien entendu l'interprétation.

La sénatrice Saint-Germain : Ma question porte sur les employés du Sénat.

Le sénateur C. Deacon : Les employés?

La sénatrice Saint-Germain : Oui. De quelle façon, selon vous, cette partie de la demande de propositions devrait-elle être confiée à un expert externe?

Le groupe de travail a-t-il eu des discussions sur les critères que, en tant qu'employeur, nous voudrions inclure dans l'évaluation de la pertinence de cette recommandation concernant le transport et le travail en mode hybride pour les employés?

Le sénateur C. Deacon : Parlez-vous de l'élargissement du travail en mode hybride et de la façon de procéder pour le faire?

Je m'excuse, sénatrice Saint-Germain. J'essaie de comprendre la question. Je n'ai pas bien entendu l'interprétation au début.

La sénatrice Saint-Germain : Ma question porte sur les employés du Sénat et votre recommandation d'offrir, dans la mesure du possible, un environnement qui leur permettrait de travailler en mode hybride.

La question porte précisément sur l'équilibre. Comment allons-nous trouver cet équilibre? Le groupe de travail a-t-il discuté de la façon de parvenir à un équilibre entre les intérêts du développement durable et les intérêts de l'employeur à propos du travail en mode hybride?

Senator C. Deacon: Yes. I think that's a debate going on around the world right now, that balance, and it's different in every organization.

I apologize for not understanding to begin with.

That's a question going on globally. Again, that's probably an important question for us to understand the balance and trade-off as we are working through legislative decisions to be made in this country, because it is a reality of the business environment in this country and beyond, that many people aren't willing to work unless they have hybrid opportunities quite often.

I've seen a lot of folks in my community who have made that choice. They've changed jobs because they want to have a job where they don't have to be in the office every day. That's, as an employer, something we are going to have to face at a certain point in time if, culturally, we're moving in that direction. As a competitive employer, you have to adjust.

To me, that's a question going on more globally. How we manage that internally will be part of our understanding, number one, the benchmark; where are we in terms of cost? Is there margin in making changes there that is beneficial in terms of reducing our carbon footprint and reducing our costs as an organization, and being an effective employer?

That's part of what this evidence we're starting off with is going to help us make decisions on. As well, there are many activities that we do in the Senate that could be done anywhere across the country remotely that are not necessarily done by senators and in our public-facing work but behind the scenes. That could occur anywhere in the country.

That certainly meets some senators working hard for more regional distribution of employment across the country amongst the federal government employees; that's something we could potentially participate in more commonly. There's any number of those factors. But we have to get the data first. Then we have to see where the return on investment is best placed, and whether there's just one benefit, carbon reduction; maybe two benefits, carbon reduction and cost, or three benefits, including carbon reduction, cost and becoming an employer that attracts more people that are really talented.

Senator Saint-Germain: Thank you.

The Chair: Colleagues, we have many things on our agenda this morning, if you could keep your questions short.

Le sénateur C. Deacon : Oui. Je pense que cette question d'équilibre suscite un débat dans le monde entier en ce moment, et c'est différent dans chaque organisation.

Je suis désolé de ne pas avoir saisi votre question au début.

C'est un sujet d'actualité à l'échelle mondiale. Là encore, il est sans doute important que nous comprenions en quoi consistent l'équilibre et le compromis à mesure que nous déterminerons les décisions législatives à prendre au pays, car c'est une réalité du contexte de travail, tant au Canada qu'à l'étranger. En effet, beaucoup de gens ne sont pas prêts à travailler à moins d'avoir des possibilités de travail hybride assez régulièrement.

Je connais beaucoup de gens dans ma collectivité qui ont fait ce choix. Ils ont changé d'emploi parce qu'ils veulent un poste où ils ne seront pas tenus de venir au bureau tous les jours. En tant qu'employeur, le Sénat devra faire face à cette situation à un moment donné s'il souhaite aller dans cette direction. Pour demeurer un employeur compétitif, il faut s'adapter.

À mon avis, il s'agit d'une question d'envergure mondiale. La façon dont nous la gérerons à l'interne dépendra, d'abord, de notre compréhension de la norme de référence : où en sommes-nous sur le plan des coûts? Avons-nous la marge de manœuvre nécessaire pour apporter des changements qui favorisent la réduction de notre empreinte carbone et la réduction des coûts au sein de notre organisation et qui nous permettent d'être un employeur efficace?

C'est, en partie, à la lumière de ces éléments de preuve que nous pourrions prendre des décisions. De plus, bon nombre des activités auxquelles nous nous livrons au Sénat pourraient se faire n'importe où au pays, à distance, et elles ne sont pas nécessairement menées par les sénateurs dans le cadre de leur travail en public, mais plutôt en coulisses. On pourrait accomplir ces tâches n'importe où au pays.

Voilà qui correspond assurément à la volonté de certains sénateurs qui travaillent fort pour assurer une répartition plus régionale des employés du gouvernement fédéral dans l'ensemble du pays; c'est donc un objectif auquel nous pourrions contribuer plus fréquemment. Beaucoup de facteurs entrent en ligne de compte, mais nous devons d'abord obtenir les données nécessaires. Ensuite, il faudra déterminer comment nous pouvons optimiser nos investissements. Il y aura peut-être un seul avantage, à savoir la réduction des émissions de carbone, ou peut-être deux avantages — la réduction des émissions de carbone et les coûts — ou encore trois, c'est-à-dire la réduction des émissions de carbone, les coûts et le fait de devenir un employeur qui attire plus de gens talentueux.

La sénatrice Saint-Germain : Je vous remercie.

La présidente : Chers collègues, nous avons beaucoup de points à examiner ce matin, alors je vous prierais de vous en tenir à des questions courtes.

Senator Loffreda: Thank you, Senator Deacon, for your work on this important issue.

You mentioned that you did not settle for the least costly but the most qualified. We could dive in during the in camera portion, but if you could briefly elaborate, are you satisfied with the expertise to have determined who was the most qualified? Can you share a few findings or learning on that process and points that you could bring to our attention to ascertain that that process was well done?

Senator C. Deacon: If I may, could I leave some of that for in camera? We may get advice, as we did just a little while ago from Senator Forest, about who's involved in the process of making the judgment. We could perhaps leave that to the in camera portion, Senator Loffreda. It's a very important question. Thank you.

Senator Bovey: I want to come back to the transportation. As one who lives in the West, in the middle of the country with very few direct flights, as you're taking a look at this in your work going forward are you going to consider the carbon footprints that we, as senators, expend while we're legitimately doing our business?

Much of our work has us going to different parts of the country. I have to say I'm well aware every time I get on a plane of how many carbon footprints we have. It's not just employees; it is all of us.

Senator C. Deacon: That certainly will be a question that we'll have to look at, at a certain point in time, and it's part of the cost associated.

The most important thing is how do we do this and do our jobs incredibly well? In my mind, this can't be taking away from our effectiveness as an institution. I don't think it should. I don't think it can. I don't think it will. I think we have every possibility to be more effective, but I think all of these elements have to be considered.

Senator Bovey: There are many parts of the country that we must go to if we're going to be representing Canadians from coast to coast to coast. Some of this we cannot do hybrid.

Senator C. Deacon: I couldn't agree more.

[Translation]

Senator Carignan: I have a clarification to add in response to Senator Deacon's reply to Senator Saint-Germain's question. I think it is important that the current committee retain its

Le sénateur Loffreda : Je vous remercie, sénateur Deacon, de votre travail dans ce dossier important.

Vous avez dit que vous vouliez trouver le fournisseur non pas le moins coûteux, mais le plus qualifié. Nous pourrions en parler plus en détail pendant la portion à huis clos, mais pouvez-vous nous expliquer brièvement si vous êtes satisfait de l'expertise reçue pour déterminer qui était le plus qualifié? Pouvez-vous nous faire part de quelques constatations ou leçons au sujet de ce processus, et y a-t-il des points que vous pourriez porter à notre attention pour nous assurer que le tout a été exécuté en bonne et due forme?

Le sénateur C. Deacon : Si vous le permettez, j'aimerais réserver une partie de cette discussion pour la séance à huis clos. Nous pourrions obtenir des conseils, comme nous l'avons fait tout à l'heure avec le sénateur Forest, sur les intervenants qui participent au processus de prise de décision. Nous pourrions peut-être en parler à huis clos, sénateur Loffreda. C'est une question très importante. Je vous remercie.

La sénatrice Bovey : J'aimerais revenir sur le sujet du transport. Je vis dans l'Ouest, dans le centre du pays, où il y a très peu de vols directs. Dans le cadre de vos travaux futurs, allez-vous tenir compte de l'empreinte carbone que nous, les sénateurs, produisons dans l'exercice légitime de nos fonctions?

Une grande partie de notre travail nous amène à nous rendre dans différentes régions du pays. Je dois dire que je suis bien consciente, chaque fois que je prends l'avion, de l'empreinte carbone qui en résulte. Cela ne concerne pas seulement les employés, mais nous tous.

Le sénateur C. Deacon : Ce sera certainement une question que nous devons examiner à un moment donné, et cela fait partie des coûts connexes.

Ce qui importe avant tout, c'est de savoir comment nous devons nous y prendre pour faire notre travail incroyablement bien. À mon avis, cette mesure ne peut pas nuire à l'efficacité de notre institution. Elle ne le devrait pas. Elle ne le pourrait pas. Elle n'aura pas cet effet. Je crois que nous avons toutes les possibilités d'accroître notre efficacité, mais je pense qu'il faut tenir compte de tous ces éléments.

La sénatrice Bovey : Il y a de nombreuses régions du pays où nous devons nous rendre si nous voulons représenter les Canadiens d'un océan à l'autre. Nous ne pouvons pas faire certaines choses de façon hybride.

Le sénateur C. Deacon : Je suis tout à fait d'accord.

[Français]

Le sénateur Carignan : J'ai une précision à ajouter pour faire suite à l'intervention du sénateur Deacon en réponse à la question de la sénatrice Saint-Germain. Je crois qu'il est

discretion to decide. This is a recommendation that will be made to us. We will have to find a balance of interest between environmental effectiveness and efficiency. In addition, we will have to take into account the employer's brand, that is to say whether the Senate is attractive or not. It will be up to us to find that balance.

As an example, in terms of transportation, we can provide public transportation to take vehicles off the road. However, if Senator Bovey no longer flies from Winnipeg, can this flight still continue? Efficiency choices will have to be made based on the real effect that will result. This committee will therefore retain its discretion.

[English]

The Chair: I have a question for you, Senator Deacon. It is about the microsite. Could you elaborate on this?

Senator C. Deacon: As part of communicating internally with staff and also communicating with those who may be wanting to fill out the RFP, we wanted to make sure that there is an easy way for people to access the RFP through the Senate work being done here. That was one of the main reasons. We also have a microsite internally to keep staff informed of what's going on and to gather advice and information from staff to make sure this is a truly inclusive process, that people are not having this done to them, we're doing this together.

The Chair: Which leads me to the following motion:

That CIBA authorize the creation of a microsite for the Advisory Working Group On Environment and Sustainability as part of its communications strategy.

I need a mover for this motion. Senator Moodie moves the motion.

Is it your pleasure, honourable senators, to adopt the motion?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: The motion is carried. Thank you, Senator Deacon.

Senator C. Deacon: Thank you, chair, and thank you to the committee.

The Chair: We will have another portion of this discussed in camera.

important que le comité actuel garde son pouvoir discrétionnaire de décider. Il s'agit d'une recommandation que l'on nous fera. On devra donc trouver un équilibre d'intérêt entre l'efficacité environnementale et l'efficacité. De plus, on devra tenir compte de la marque de l'employeur, à savoir si le Sénat est attractif ou non. Il nous incombera de trouver cet équilibre.

À titre d'exemple, pour ce qui est du transport, on peut fournir des moyens de transport en commun pour retirer des véhicules de la route. Toutefois, si la sénatrice Bovey ne prend plus l'avion de Winnipeg, ce vol pourra-t-il continuer malgré tout? On devra faire des choix d'efficacité en fonction de l'effet réel qui en résultera. Le présent comité gardera donc son pouvoir discrétionnaire.

[Traduction]

La présidente : J'ai une question pour vous, sénateur Deacon. C'est au sujet du microsite. Pouvez-vous nous en parler davantage?

Le sénateur C. Deacon : Dans le but de communiquer avec le personnel à l'interne, de même qu'avec ceux qui souhaitent remplir le formulaire de demande de propositions, nous voulions nous assurer que les gens disposaient d'un moyen facile d'accéder à la demande de propositions grâce au travail effectué au Sénat. C'était l'une des principales raisons. Nous avons également un microsite à l'interne pour tenir le personnel au courant de ce qui se passe et pour recueillir des conseils et des renseignements auprès du personnel afin de nous assurer qu'il s'agit d'un processus véritablement inclusif, que les gens ne se font pas imposer cela et que nous travaillons ensemble.

La présidente : Ce qui m'amène à la motion suivante :

Que CIBA autorise la création d'un microsite pour le Groupe de travail consultatif sur l'environnement et le développement durable dans le cadre de sa stratégie de communication.

Il me faut un motionnaire. La sénatrice Moodie en fait la proposition.

Vous plaît-il, honorables sénateurs, d'adopter la motion?

Des voix : D'accord.

La présidente : La motion est adoptée. Merci, sénateur Deacon.

Le sénateur C. Deacon : Merci, madame la présidente, et merci au comité.

La présidente : Nous discuterons d'une partie de ce sujet à huis clos.

The next item is the report from the Subcommittee on Diversity. The next item has two parts. The first part relates to specific recommendations to address diversity issues, and the second part is an initiative that was presented to the Subcommittee on Diversity. Toni Francis, Chief Human Resources Officer, Human Resources Directorate; and Prescilla Pivkine, Advisor, Talent Management, Human Resources Directorate are here as witnesses. We will start with the report.

Hon. Rosemary Moodie: Honourable senators of the Standing Senate Committee on Internal Economy, Budgets and Administration, thank you for inviting me to speak today on the recent work completed by the Subcommittee on Diversity. I'm here in my capacity as chair of the subcommittee to present the subcommittee's first report of the first session of the Forty-fourth Parliament.

As you know, the subcommittee was established by CIBA with the broad mandate to examine and report on issues of diversity in the Senate workforce. As a starting point, our subcommittee examined the work recently completed by the Advisory Working Group On Diversity and Inclusion Training. In April 2021, the advisory working group was established by CIBA to examine issues related to racism, diversity and inclusion training in the Senate. As a subcommittee, we considered 22 recommendations made in the advisory working group's final report. We consulted the Legislative Sector and the Human Resources Directorate to determine which authority held the appropriate mandate to consider and/or implement the recommendations made in this report, whether that be the Senate, CIBA or HR, for example.

To further understand the practicality and feasibility of the recommendations, we also inquired about timelines, progress to date and resources required for each of these recommendations. Based on these discussions and after careful analysis, the subcommittee is proposing nine recommendations for CIBA's consideration today. Implementing these recommendations will require further study by CIBA in some cases and further consultation with senators and approval of the Senate in other cases.

The subcommittee, in terms of the recommendations, concluded that implementing diversity, equity and inclusion initiatives in the Senate is a pressing matter that needs to move beyond discussion to action at this time. Fostering a culture that is respectful, inclusive and embraces diversity within the Senate and its administration is crucial to ensuring the Senate workforce is reflective of the diverse nation of our country. It is also critical to ensure that members of the Senate community are able to

Le prochain point à l'ordre du jour porte sur le rapport du Sous-comité sur la diversité. Ce point comporte deux parties. La première concerne les recommandations relatives aux questions de diversité, et la deuxième a trait à une initiative qui a été présentée au Sous-comité sur la diversité. Deux employées de la Direction des ressources humaines sont ici à titre de témoins : Toni Francis, dirigeante principale des ressources humaines, et Prescilla Pivkine, conseillère, Gestion des talents. Nous allons commencer par le rapport.

L'honorable Rosemary Moodie : Honorables sénateurs du Comité sénatorial permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration, je vous remercie de m'avoir invitée à parler aujourd'hui des récents travaux du Sous-comité sur la diversité. Je suis ici en ma qualité de présidente du sous-comité pour présenter notre premier rapport de la première session de la 44^e législature.

Comme vous le savez, lorsque CIBA a créé le sous-comité, il lui a confié le mandat général d'examiner les questions de diversité au sein de l'effectif du Sénat et d'en faire rapport. Comme point de départ, notre sous-comité a examiné les travaux récemment réalisés par le Groupe de travail consultatif sur la formation en matière de diversité et d'inclusion. En avril 2021, CIBA a établi le groupe de travail consultatif, qui examine les questions relatives à la formation en matière de lutte contre le racisme, de diversité et d'inclusion au Sénat. En tant que membres du sous-comité, nous avons examiné 22 recommandations formulées dans le rapport final du groupe de travail consultatif. Nous avons consulté le Secteur des services législatifs et la Direction des ressources humaines pour déterminer quelle autorité — par exemple, le Sénat, CIBA ou la Direction des ressources humaines — détenait le mandat voulu pour examiner ou mettre en œuvre les recommandations formulées dans ce rapport.

Pour mieux comprendre le caractère pratique et la faisabilité des recommandations, nous nous sommes également renseignés sur les délais, les progrès réalisés à ce jour et les ressources nécessaires pour chacune de ces recommandations. En se fondant sur ces discussions et après une analyse approfondie, le sous-comité soumet aujourd'hui neuf recommandations à l'examen de CIBA. Avant de mettre en œuvre ces recommandations, CIBA devra les examiner plus en profondeur dans certains cas, et il faudra tenir d'autres consultations avec les sénateurs, ainsi qu'obtenir l'approbation du Sénat dans d'autres cas.

En ce qui concerne les recommandations, le sous-comité a conclu que la mise en œuvre d'initiatives en matière de diversité, d'équité et d'inclusion au Sénat constitue un dossier urgent et qu'il faut maintenant passer de la discussion à l'action. Il est crucial de favoriser une culture respectueuse, inclusive et ouverte à la diversité au sein du Sénat et de son administration afin de s'assurer que leurs employés reflètent la diversité de la population canadienne. Il est également essentiel de veiller à

work in an environment that fosters their perspective, productivity and potential, that they feel valued, included and empowered to reach their potential regardless of their background.

All recommendations focus on providing practical solutions that can be implemented in the short, medium and long term. Within the context of the current Senate, these recommendations of the report aim to do four things.

The first is to facilitate the collection of baseline data regarding the Senate workforce so progress can be measured and targets can be established. On this point, during our meeting on September 13, 2022, HR informed the subcommittee of its plan and approach for the upcoming self-ID campaign, which you'll hear about shortly. We supported HR's plan, specifically in the short term, to update the Senate's workforce employment equity data by conducting a self-ID campaign this fall, and in the medium to long term, look at modernizing information that is gathered in the campaign with the goal of being more inclusive as a whole.

The second goal is to understand the resources needed and to provide where necessary appropriate resources to implement a robust diversity, equity and inclusion program in the Senate. The third is to ensure inclusive hiring and recruitment practices, and the fourth priority was to provide guidance on diversity, equity and inclusion training and learning opportunities.

The subcommittee acknowledges that this is a challenging time to implement such measures as the Senate emerges from the pandemic and as employees return to on-site work and resumes in-person interactions. As such, the subcommittee suggests that the recommendations in the report be considered and implemented in a flexible manner as workplace culture continues to evolve in the coming months and years.

In addition, to be clear, the adoption of any of these recommendations in the report is approval in principle for HR to begin working on these items. Any financial approval related to these recommendations, such as an RFP, new budget proposals and approvals may come at a later date. In other words, there is no immediate request for funds associated with this report.

Colleagues, as you know, all of this work started back in the winter of 2021, when the issue of diversity, equity and inclusion training was first discussed. There have been hundreds of hours of work put into this by senators, by their staff and by staff in

ce que les sénateurs, leurs employés et les membres du personnel de l'Administration du Sénat puissent travailler dans un milieu qui favorise leur point de vue, leur productivité et leur épanouissement, et de faire en sorte qu'ils se sentent valorisés, inclus et habilités à réaliser leur potentiel, quelles que soient leurs origines.

Toutes les recommandations sont axées sur des solutions pratiques qui peuvent être mises en œuvre à court, à moyen et à long terme. Dans le contexte actuel du Sénat, les recommandations du rapport visent à atteindre quatre objectifs.

Le premier est de faciliter la collecte de données de référence concernant les employés du Sénat pour permettre de mesurer les progrès accomplis et d'établir des objectifs. Sur ce point, lors de notre réunion du 13 septembre 2022, la Direction des ressources humaines a informé le sous-comité de son plan et de son approche pour la prochaine campagne d'auto-identification, dont vous entendrez parler sous peu. Nous avons appuyé le plan de la Direction des ressources humaines. Plus précisément, à court terme, il s'agit de mettre à jour les données sur l'équité en matière d'emploi au sein de l'effectif du Sénat en menant une campagne d'auto-identification cet automne; à moyen et à long terme, il s'agit de moderniser les renseignements recueillis dans le cadre de la campagne en vue de rendre le tout plus inclusif.

Le deuxième objectif est de comprendre et de fournir, au besoin, les ressources nécessaires à la mise en œuvre d'un programme solide en matière de diversité, d'équité et d'inclusion au Sénat. Le troisième objectif consiste à assurer des pratiques inclusives d'embauche et de recrutement. Enfin, la quatrième priorité est de fournir des conseils sur les possibilités de formation et d'apprentissage en matière de diversité, d'équité et d'inclusion.

Le sous-comité reconnaît qu'il s'agit d'une période difficile pour mettre en œuvre de telles mesures alors que le Sénat émerge de la pandémie et que les employés reviennent travailler sur place et peuvent de nouveau interagir en personne. C'est pourquoi le sous-comité suggère d'examiner et d'appliquer les recommandations figurant dans le rapport en faisant preuve de souplesse, car la culture du milieu de travail continuera d'évoluer au cours des mois et des années à venir.

En outre, je tiens à préciser que l'adoption de l'une ou l'autre des recommandations figurant dans le rapport constitue une approbation de principe pour que la Direction des ressources humaines commence à travailler sur ces points. Il sera possible de faire toute approbation financière connexe à une date ultérieure, qu'il s'agisse d'appels d'offres, de nouvelles propositions budgétaires et d'autres approbations. Autrement dit, ce rapport n'exige aucune demande de fonds dans l'immédiat.

Chers collègues, comme vous le savez, tout ce travail a commencé à l'hiver 2021, lorsque la question de la formation sur la diversité, l'équité et l'inclusion a été abordée pour la première fois. Les sénateurs, leurs employés et le personnel de

administration. I want to recognize those who stepped up and who shared their time and energy and their voice. I want to recognize Senator Anderson, Senator Bernard, Senator Christmas, Senator Pate, Senator LaBoucane-Benson and Senator Petitclerc who are members of the advisory working group; Senator Boyer, Senator M. Deacon and Senator C. Deacon, who actively participated in the working group's activities; and Christine Sentongo-Andersen and Claudia Trites who were staff guests, members of the advisory working group.

I know that for many, this report will be uncomfortable. Your subcommittee is proposing we do things that would be new to the Senate. That is true. Our starting premise is that the Senate's culture status quo doesn't work and must be significantly improved. Some may feel we are going too far and for others, not far enough. Respectfully, while I recognize there is much more to do, I am honoured and proud to submit this report from your subcommittee as a strong step forward toward making the Senate a stronger institution that will serve Canadians better and be more hospitable to senators and staff.

In conclusion, addressing issues of discrimination, diversity and inclusion is a Senate priority. Programs and practices that combat discrimination and promote diversity are not only something senators, their staff and the administration expect, but is rather something most Canadians would expect from their upper chamber.

In closing, I'd like to thank Ms. Toni Francis, Chief Human Resources Officer of the Human Resources Directorate and her team, who have supported the subcommittee in preparing these recommendations. I look forward to further discussing this report with members of the committee. Thank you for your time.

The Chair: Thank you, Senator Moodie.

Colleagues, do you have questions or comments for Senator Moodie, or Toni and Prescilla?

Senator Plett: I thought there would be a lot of questions.

Regarding the recommendations you are making, Senator Moodie, are you asking for approval of this today?

Senator Moodie: In principle, if there are any —

Senator Plett: "In principle." You're saying there is no request for funding, yet every recommendation I read here will cost money.

So there are two things, colleagues.

l'administration y ont consacré des centaines d'heures de travail. Je tiens à saluer ceux qui ont répondu à l'appel et qui ont donné de leur temps, de leur énergie et de leur savoir-faire. Je veux remercier les sénateurs Anderson, Bernard, Christmas, Pate, LaBoucane-Benson et Petitclerc, qui sont membres du groupe de travail consultatif; les sénateurs Boyer, M. Deacon et C. Deacon, qui ont participé activement aux activités du groupe de travail; enfin, Christine Sentongo-Andersen et Claudia Trites, deux employées qui sont membres invitées du groupe de travail consultatif.

Je sais que, pour beaucoup, ce rapport sera malcommode. Le sous-comité propose que nous fassions de nouvelles choses au Sénat. C'est vrai. Nous partons du principe que le statu quo organisationnel du Sénat ne fonctionne pas et qu'il doit être considérablement amélioré. Certains peuvent penser que nous allons trop loin et d'autres, pas assez. En tout respect, même si je reconnais qu'il y a encore beaucoup à faire, je suis honorée et fière de présenter ce rapport du sous-comité, qui représente un grand pas en avant pour faire du Sénat une institution plus forte qui saura mieux servir les Canadiens et qui sera plus accueillante pour les sénateurs et le personnel.

En conclusion, le Sénat accorde la priorité à la lutte contre la discrimination, à la diversité et à l'inclusion. Les programmes et les pratiques qui combattent la discrimination et qui favorisent la diversité sont une solution à laquelle s'attendent les sénateurs, leur personnel et l'Administration, mais c'est aussi quelque chose que la plupart des Canadiens sont en droit d'attendre de leur Chambre haute.

En terminant, j'aimerais remercier Mme Toni Francis, dirigeante principale des ressources humaines de la Direction des ressources humaines, et son équipe, qui ont aidé le sous-comité à préparer ces recommandations. J'ai hâte de discuter davantage de ce rapport avec les membres du comité. Je vous remercie de votre temps.

La présidente : Merci, sénatrice Moodie.

Chers collègues, avez-vous des questions ou des observations pour la sénatrice Moodie, ou pour Mmes Francis et Pivkine?

Le sénateur Plett : Je me disais qu'il y aurait beaucoup de questions.

En ce qui concerne vos recommandations, sénatrice Moodie, demandez-vous à ce qu'elles soient approuvées aujourd'hui?

La sénatrice Moodie : En principe, s'il y a...

Le sénateur Plett : « En principe ». Vous dites qu'il n'y a pas de demande de financement et, pourtant, chaque recommandation que je lis ici va coûter de l'argent.

Il y a donc deux choses, chers collègues.

First, this is a very extensive report with a lot of extensive recommendations that clearly, at the end, will cost money. For us to approve, in principle, something that could cost — I'm not even going to start to guess how much.

I think this entire thing needs to be discussed in camera, because it is absolutely irresponsible for us to approve something like this, even in principle, unless we have some idea of what this will cost the Senate. When we look at recommendation 1 — which says, “That the Senate of Canada contract an external provider” — we need to have an idea, colleagues, what this would cost.

I'm certainly not prepared, personally, to vote on this today, before I take this to my caucus and we discuss in our caucus — I would suggest that happen in all caucuses — where we want to go from here. I would suggest that we table this for a future meeting and decide how we want to deal with something that would clearly cost the amount of money that I can see this would cost. It's not that there's anything wrong with any of the recommendations — I may or may not support them — but I can't do so in all good conscience without having some idea of what the costs will be to the Senate.

The Chair: Thank you, Senator Plett.

So the motion that would be brought forward would be:

That the report be adopted in principle, pending further information to be provided on recommendation 4 pertaining to resources.

That way we could adopt the report in principle and have the committee come back to CIBA to discuss the work they would have done on specific costing for what is provided in the report.

Senator Plett: Thank you, chair. I understand that, but if we're approving something in principle that — I read in what you said — does not really have any power, if you will, then I'm not quite sure what the urgency is of approving this before we can go to our caucuses with it. This is something that I just read; we can all say that maybe I should have read it a few days earlier, but it wouldn't have made any difference.

This is something I want to go to my caucus with. When we approve something in principle, we are, in principle, saying that we're okay to spend money, and I'm not sure that I'm, in principle, okay to spend money. I don't want to even start talking in a public meeting about what the Senate of Canada cost 10 years ago versus with it costs today, and here we have another

Tout d'abord, il s'agit d'un rapport très complet, assorti d'une foule de recommandations détaillées qui, de toute évidence, finiront par coûter de l'argent. Pour que nous approuvions, en principe, quelque chose qui pourrait coûter... je ne vais même pas essayer de deviner le montant.

Je pense que toute cette question doit être discutée à huis clos, car il est absolument irresponsable de notre part d'approuver quelque chose de la sorte, même en principe, sans avoir une idée de ce qu'il en coûtera au Sénat. Lorsque nous examinons la première recommandation — qui dit : « Que le Sénat du Canada conclue un contrat avec un fournisseur externe » —, nous devons avoir une idée, chers collègues, de ce que cela pourrait coûter.

Je ne suis certainement pas prêt, pour ma part, à voter sur ce point aujourd'hui avant d'en discuter avec les membres de mon caucus — chose que je recommande à tous les autres caucus — pour savoir ce qu'il convient de faire. Je propose que nous y revenions lors d'une prochaine réunion pour décider de la manière dont nous souhaitons procéder relativement à une initiative qui coûterait clairement le montant auquel je m'attends. Il ne faut pas croire qu'il y a quelque chose de mal avec l'une ou l'autre des recommandations — je les appuierai peut-être —, mais je ne peux pas le faire en toute bonne conscience sans avoir une idée des coûts pour le Sénat.

La présidente : Merci, sénateur Plett.

La motion serait donc la suivante :

Que le rapport soit adopté en principe, sous réserve d'un complément d'information sur la recommandation 4 concernant les ressources.

Ainsi, nous pourrions adopter le rapport en principe et demander au comité de revenir devant CIBA pour discuter du travail effectué pour établir les coûts précis de ce qui est recommandé dans le rapport.

Le sénateur Plett : Merci, monsieur le président. Je comprends cela, mais si nous approuvons quelque chose qui, en principe, n'a pas vraiment de pouvoir — j'ai lu dans ce que vous avez dit —, je ne vois pas très bien pourquoi il y aurait urgence d'approuver cela avant d'avoir eu l'occasion de le soumettre à nos caucuses. C'est quelque chose que je viens de lire; d'aucuns diront que j'aurais peut-être dû le lire avant aujourd'hui, mais cela n'aurait rien changé.

C'est quelque chose que je veux soumettre à mon caucus. Lorsque nous approuvons une chose en principe, nous disons, en principe, que nous sommes d'accord pour dépenser de l'argent, et je ne suis pas sûr que je sois, en principe, d'accord pour dépenser de l'argent. Je ne veux même pas commencer à parler dans une réunion publique de ce que le Sénat du Canada coûtait

item that we just finished hearing about — a report that I'm sure we're going to approve later on today that will cost the Senate a lot of money. Here we want to do something again, even though it is in principle.

Chair, at the end of the day, I will not support doing this today. There is nothing that precludes or prevents Senator Moodie's committee — because they have a mandate to study this — from coming back to us with at least some ideas during an in camera meeting so we can have a little bit of an idea of where we're going.

Therefore, I would encourage Senator Moodie to take this back to her committee and come back to us at a future meeting where we can further discuss this in camera so we can be a little more open and blunt about the numbers we're talking about.

Senator Moodie: Thank you, Senator Plett, for your comments.

In terms of the priority and the urgency, if you will, we have been working very closely with HR. As they have indicated to us, their parallel work is proceeding, and they're seeking guidance from us on how to move along in this area. This work will guide their work and will complement their ability to move in the direction they are already looking.

The item that follows is some of the work they're focusing on. Much of the work they're doing will be revenue-neutral. They are already looking at ways to include new staff that would have been hired anyway and to reorganize their directorate in a way they think would be appropriate. But if this is a focus that they've been given to carry forward, then it would add to inform them of how they need to act.

They have asked for guidance as soon as possible as to what direction they need to be moving in.

So this is already work they're doing, as we've seen and we'll see shortly, but it also gives them the go-ahead to proceed down the road.

Senator Plett: If it's already the work they're doing, there is nothing to prevent them from continuing the work they're doing. If you're suggesting it's extra work, then there's a cost involved.

Senator Moodie: There may be a cost involved —

The Chair: Colleagues, we don't want a sparring match here.

il y a 10 ans par rapport à ce qu'il coûte aujourd'hui. Or, voici un autre point dont nous venons tout juste d'entendre parler : un rapport que nous allons sûrement approuver plus tard aujourd'hui et qui coûtera beaucoup d'argent au Sénat. Ici, nous voulons faire quelque chose de nouveau, même si c'est en principe.

Monsieur le président, en fin de compte, je n'appuierai pas cette décision aujourd'hui. Rien n'empêche le comité de la sénatrice Moodie — parce qu'il a le mandat d'étudier la question — de revenir nous voir lors d'une réunion à huis clos avec au moins quelques éléments afin que nous puissions avoir une petite idée de la direction à prendre.

Par conséquent, j'encourage la sénatrice Moodie à renvoyer cette question à son comité et à revenir nous voir lors d'une prochaine réunion où nous pourrions en discuter davantage à huis clos, ce qui nous permettra, entre autres, d'être un peu plus ouverts et francs au sujet des chiffres dont il est question.

La sénatrice Moodie : Merci de vos observations, sénateur Plett.

En ce qui concerne la priorité et l'urgence, si vous voulez, nous avons travaillé en étroite collaboration avec la Direction des ressources humaines. Comme elle nous l'a indiqué, son travail en parallèle se poursuit, et elle cherche à obtenir des conseils de notre part sur la façon d'avancer à cet égard. Ce travail guidera son travail et s'ajoutera à sa capacité d'avancer dans la direction qu'elle a déjà choisie.

Ce qui suit présente une partie du travail sur lequel la direction se focalise. Une grande partie du travail qu'elle fait sera sans incidence sur les revenus. Elle cherche déjà des moyens d'inclure le nouveau personnel qui aurait été embauché de toute façon et de se réorganiser d'une manière qu'elle juge appropriée. Or, si nous lui donnions quelque orientation, cela étayerait la direction qu'elle doit prendre.

La direction a demandé qu'on lui donne des conseils dès que possible afin qu'elle puisse avoir une idée de ce qu'elle doit viser.

Donc, il s'agit d'un travail qu'elle fait déjà, comme nous l'avons vu et comme nous le verrons bientôt, mais cela lui donnera aussi le feu vert pour aller de l'avant.

Le sénateur Plett : Si c'est déjà le travail qu'elle fait, il n'y a rien qui l'empêche de poursuivre dans cette voie. Si vous dites que cela signifie un travail supplémentaire, il faut s'attendre à ce qu'il y ait un coût.

La sénatrice Moodie : Il y a peut-être un coût en jeu...

La présidente : Distingués collègues, l'idée ici n'est pas d'avoir une joute verbale.

Senator Woo: Thank you, Senator Moodie, for the report, and thank you to the HR staff.

Can you elaborate on recommendation 5 where you talk about the need to examine our hiring criteria? You single out education. Hiring criteria involves many things. Why did you single out education? What is the thinking behind it?

Senator Moodie: When we talked about this, there are a number of areas about hiring, first of all, within the HR directorate to be considered. What is the core knowledge that the HR folks involved in hiring will need and ongoing training that they need? Do they have that capacity and so on, in the sense of the immediate HR group and their need to have capacity?

Beyond that, among senators and senators' staff, where hiring is occurring, what capacity in education will be needed moving forward.

Education in on-boarding —

Senator Woo: I may have misunderstood, then. It's really education of the hiring staff, not the criterion for the candidates.

Senator Moodie: That's correct.

Senator Woo: Okay.

Senator Moodie: It's around our capacity to be able to build diversity into our hiring practices.

Senator Woo: I agree 100%. I wonder if the wording is a little ambiguous, though.

Senator Tannas: I thought there was something in the report that spoke to the idea of getting rid of extraneous university degrees that are needed. Is that not what we're talking about here? That's the way I read it.

Senator Woo: That's how I interpreted it.

Senator Moodie: We're also talking in our discussions — and the working group had a lot of discussions — around whether some of the standards and requirements that we have at the Senate preclude certain groups of people in terms of qualifications and required education.

I think it's multifaceted around this. It is on our capacity side and regarding the candidates we're looking at and reaching out to.

Le sénateur Woo : Merci, sénatrice Moodie, pour le rapport, et merci au personnel des ressources humaines.

Pouvez-vous nous en dire plus au sujet de la recommandation 5 où il est question de la nécessité d'examiner nos critères d'embauche relatifs à l'éducation? Les critères d'embauche impliquent beaucoup de choses. Pourquoi mettre l'accent sur l'éducation? Quel est le raisonnement qui sous-tend cette décision?

La sénatrice Moodie : Il y a un certain nombre de domaines à prendre en considération concernant l'embauche et, pour commencer, au sein même de la Direction des ressources humaines. Quelles sont les connaissances de base et la formation continue dont aura besoin le personnel des ressources humaines responsable de l'embauche? La direction a-t-elle cette capacité et ainsi de suite? On parle ici du cercle rapproché des ressources humaines et de ses besoins en la matière.

Outre cet aspect, il y a celui des sénateurs et du personnel de ces derniers, où l'embauche se fait. Quelle capacité d'éducation faut-il prévoir pour l'avenir?

L'éducation lors de la socialisation institutionnelle...

Le sénateur Woo : J'ai peut-être mal compris, alors. Il s'agit vraiment de l'éducation du personnel responsable de l'embauche, et non des critères d'embauche.

La sénatrice Moodie : C'est exact.

Le sénateur Woo : D'accord.

La sénatrice Moodie : Il s'agit de notre capacité à intégrer la diversité dans nos pratiques d'embauche.

Le sénateur Woo : Je suis tout à fait d'accord avec cela. Je me demande toutefois si la formulation n'est pas un peu ambiguë.

Le sénateur Tannas : Je pensais qu'il y avait quelque chose dans le rapport qui parlait de l'idée de se débarrasser des diplômes universitaires superflus qui sont exigés. N'est-ce pas de cela qu'il s'agit ici? C'est ce que j'ai compris quand je l'ai lu.

Le sénateur Woo : C'est comme cela que je l'ai interprété.

La sénatrice Moodie : Dans nos discussions — et le groupe de travail en a eu beaucoup —, nous avons aussi cherché à savoir si certaines de nos normes et exigences en matière de qualifications et de scolarité excluaient certains groupes.

Je pense qu'il s'agit d'une question qui a de multiples facettes. Elle porte sur notre capacité et sur les candidats que nous recherchons et sollicitons.

[Translation]

Senator Saint-Germain: Senator Moodie is a member of the subcommittee and I congratulate her on this work which is of great interest to us.

I have a question that has to do with recommendations 1 and 2 and what I would call the “penalty to successful inclusion.” Let me explain briefly. When I was Deputy Minister of Immigration, we did internal surveys on the inclusion of employees and many employees from diverse backgrounds born in Canada and Quebec. They refused to respond to the surveys, including employees who had immigrated recently. I did not read anything about this in the report.

Do you consider that, potentially, if internal surveys and evaluations are conducted, this “bias” of inclusion success should be considered? Should we be informed of the number of diverse employees, their percentage within the Senate and the fact that they have not agreed to take surveys because they consider themselves to be full citizens and employees?

[English]

Senator Moodie: We and the working group did not consider that. We have had conversations with the Human Resources Directorate around how they understand the demographic of who is applying for jobs within the Senate. The self-reporting plan that is in place and it is being proposed today that you’ll hear about is one of the ways that we would be gaining that information.

I think what you’re asking is how do we identify that particular group that we have not included. I defer to Toni Francis to help me with that. Does she have that kind of specificity coming out of the data she would be collecting?

My sense is that this is self-reporting. There is nothing mandatory here. At the end of the day, we are going to be gaining some degree of understanding. Toni will talk about how the data will be shared.

Toni Francis, Chief Human Resources Officer, Human Resources Directorate, Senate of Canada: Senator Saint-Germain, I would say it is reliant on self-reporting. The communications strategy we are employing with this campaign, which I’ll tell you about shortly, is one that we hope to reach people to remind them that how you identify, whether you’re born here or elsewhere, is what we’re looking for. So count yourself in, basically, by sharing your responses through the survey.

[Français]

La sénatrice Saint-Germain : La sénatrice Moodie est membre du sous-comité et je la félicite pour ce travail qui est d’un grand intérêt pour nous.

J’ai une question qui concerne les recommandations n^{os} 1 et 2 et ce que j’appellerais la « pénalité au succès de l’inclusion ». Je m’explique brièvement. Lorsque j’étais sous-ministre de l’Immigration, nous avons fait des sondages internes sur l’inclusion des employés et de plusieurs employés issus de la diversité nés au Canada et au Québec. Ceux-ci refusaient de répondre aux sondages, y compris les employés issus de l’immigration récente. Je n’ai rien lu à ce sujet dans le rapport.

Considérez-vous que, potentiellement, si des sondages et des évaluations internes sont menés, ce « biais » du succès de l’inclusion doit être considéré? Devrions-nous être informés du nombre d’employés issus de la diversité, de leur pourcentage au sein du Sénat et du fait qu’ils n’ont pas accepté de répondre à des sondages, parce qu’ils se considèrent comme des citoyens et des employés à part entière?

[Traduction]

La sénatrice Moodie : Ce n’est pas une question que le sous-comité et le groupe de travail ont examinée. Nous avons eu des conversations avec la Direction des ressources humaines sur la façon dont elle comprend la démographie des personnes qui postulent des emplois au Sénat. Le plan d’auto-identification en place et qui est proposé aujourd’hui — et dont vous entendrez parler — est l’une des façons qui nous permettraient d’obtenir cette information.

Je pense que vous vous demandez comment il sera possible d’identifier ce groupe particulier que nous n’avons pas inclus. Je vais demander à Toni Francis de me donner un coup de main à ce propos. Les données qu’elle colligerait lui permettraient-elles d’arriver à ce genre de précision?

Ce que j’ai compris, c’est qu’il s’agit d’une déclaration volontaire. Il n’y a rien d’obligatoire là-dedans. En fin de compte, nous allons acquérir un certain degré de compréhension. Toni parlera de la manière dont les données seront partagées.

Toni Francis, dirigeante principale des ressources humaines, Direction des ressources humaines : Sénatrice Saint-Germain, je dirais que cela dépend de la déclaration volontaire. La stratégie de communication que nous employons dans le cadre de cette campagne, et dont je vous parlerai sous peu, est une stratégie qui, nous l’espérons, permettra d’atteindre les gens pour leur rappeler que la façon dont ils s’identifient, qu’ils soient nés ici ou ailleurs, est ce que nous recherchons. Donc, essentiellement, veuillez vous sentir inclus en communiquant vos renseignements dans le cadre du sondage.

Hopefully, we'll narrow the scope of people who don't respond. Certainly, we always have the risk that people, whether or not they're immigrants to the country, may not respond. We're mindful of that.

Senator Moodie: This is the starting point of the work that would be done in terms of collection. Over time, I believe that the collection of this kind of data will change and will expand to help inform us. It may not be in the initial ask of the information but, over future iterations, we might be able to see that.

Senator Tannas: This is great work. I'm very supportive of the recommendations. I have a number of questions.

First and foremost, for recommendations 1 and 2 — the independent assessment, the workforce survey — having the workforce survey would inform the independent assessment, would it not? Wouldn't it make more sense to do the survey first and then get somebody in who can actually look at the data?

I wonder, what is our goal? Should we have a goal that is measurable that we are trying to attain here? I spent some time on the Subcommittee on Diversity a few years ago. I remember that we received information around diversity and numbers of people, and so on. We were quite a diverse organization, and we still are.

What's the goal, to be more diverse? What are the criteria by which we will celebrate or feel bad? You know what I'm saying? Where does that piece come in? Is that the last thing we do? Is it the first thing we should do?

Senator Moodie, did the committee consider that? What does it look like when we're a success?

Senator Moodie: That is integrally pinned to the goals we set for ourselves. What is our vision of ourselves? In this process, I would say that it is clear that there are pockets within the organization that have an idea of what we need to look like, who we need to be. We don't, as an organization, have a vision around what is it we want to be.

If you talk to HR, they have worked, moved down that road, and they have principles that guide what they think we should be. That's not extended across the Senate as a whole. There was a recognition that there is a gap there.

Avec un peu de chance, nous réduirons le nombre de personnes qui ne répondent pas. Il est certain que nous courons toujours le risque que des personnes ne répondent pas, qu'elles soient issues de l'immigration ou pas. Nous en sommes conscients.

La sénatrice Moodie : C'est le point de départ du travail qui serait fait quant à la collecte de renseignements. Avec le temps, je crois que la collecte de ce genre de données changera et s'étendra pour nous aider à avoir une meilleure idée de l'état des choses. Ce n'est peut-être pas dans la demande d'information initiale, mais au fil des itérations futures, nous pourrions peut-être en arriver là.

Le sénateur Tannas : C'est un excellent travail. Je suis très favorable aux recommandations. J'ai un certain nombre de questions.

D'abord et avant tout, pour ce qui est des recommandations 1 et 2 — l'évaluation indépendante et le sondage auprès des effectifs —, on serait portés à croire que le sondage auprès des effectifs permettrait d'étayer l'évaluation indépendante, n'est-ce pas? Ne serait-il pas plus judicieux de réaliser le sondage d'abord, puis de faire appel à quelqu'un qui soit vraiment en mesure d'examiner les données?

J'aimerais savoir quel est notre objectif. Devrions-nous avoir un objectif mesurable que nous essayerions d'atteindre? Il y a quelques années, j'ai passé un certain temps au sein du sous-comité sur la diversité. Je me souviens que nous recevions des renseignements sur la diversité, le nombre de personnes, etc. Nous étions une organisation assez diversifiée et nous en sommes toujours une.

Quel est l'objectif? Avoir une plus grande diversité? Quels sont les critères selon lesquels nous allons nous réjouir ou nous sentir mal? Vous comprenez ce que je veux dire? Où cet aspect entre-t-il en jeu? Est-ce la dernière chose que nous allons faire? Est-ce la première chose que nous devrions faire?

Sénatrice Moodie, le comité s'est-il posé cette question? À quoi cela devra-t-il ressembler lorsque nous aurons réussi?

La sénatrice Moodie : Cela est intégralement lié aux objectifs que nous nous fixons. Quelle vision avons-nous de nous-mêmes? Dans ce processus, je dirais qu'il a assurément certains groupes au sein de l'organisation qui ont une idée de ce à quoi nous devons ressembler, de ce que nous devons être. En tant qu'organisation, nous n'avons pas de vision sur ce que nous voulons être.

Si vous parlez aux ressources humaines, vous allez constater qu'elles ont travaillé en ce sens, qu'elles se sont engagées dans cette voie, et qu'elles ont des principes qui guident ce qu'elles croient que nous devrions être. Ce n'est pas le cas dans l'ensemble du Sénat. Il a été reconnu qu'il y avait une lacune à cet égard.

The external assessment — recommendation 1, the independent assessment — was raised both by the working group and strongly supported by our director of HR as something that is needed to help inform this exact question. What are our gaps? Who are we? Where are we in this process?

What I heard loud and clear in this process was that an external provider would help bring neutrality. I'm going to quote Toni's language, bring neutrality and objectivity to an assessment, would identify gaps that may be overlooked by us internally when we look at ourselves. Most importantly, for that kind of intensive look, we do not have the capacity. HR does not have the capacity to carry that out at this time.

As a starting point, and so it is recommendation 1, it would be informed by whatever data we have, including the self-reporting, but it is a starting point we see, a starting point to help us understand. What's our benchmark? What are we going to assess ourselves against?

Senator Tannas: Exactly.

Senator Moodie: It's an important step. We heard from HR that they think it's an important step. We also heard that they think that they do not have the capacity to do this themselves.

Senator Tannas: Did we consider regional diversity? So are people, particularly with technology — people from not Ottawa, not Gatineau — actually being hired and recruited to work remotely and serve in whatever capacity could be done from other parts of the country, was that considered?

Senator Moodie: Yes, very much so. It was raised as an issue, looking at solutions around how we could overcome that issue was also discussed extensively. We had discussions with HR and there is clear recognition.

Senator Tannas: Thank you.

The Chair: Again, colleagues, we have time constraints. We don't have a lot of time for our meetings, so if you could keep your questions and your answers brief, there's still another portion of this report that will be brought forward.

[Translation]

Senator Forest: I share the same concerns as Senator Plett. In that spirit, I would suggest that in recommendation 4, we go specifically to the Senate to authorize funds to finance initiatives

L'évaluation externe — la recommandation 1, l'évaluation indépendante — a été soulevée à la fois par le groupe de travail et fortement soutenue par notre directrice des ressources humaines comme étant quelque chose qui est nécessaire pour aider à étayer cette question bien précise. Quelles sont nos lacunes? Qui sommes-nous? Où en sommes-nous dans ce processus?

Ce que j'ai entendu haut et fort dans l'intervalle, c'est qu'un fournisseur externe permettrait d'apporter de la neutralité. Je vais reprendre les mots de Mme Francis : il apporterait neutralité et objectivité à une évaluation, et il pourrait identifier les lacunes que le personnel interne pourrait négliger. Plus important encore, on estime que, pour le moment, les ressources humaines n'ont pas la capacité requise pour mener à bien ce genre d'examen en profondeur.

Donc, pour commencer — et c'est d'ailleurs la recommandation 1 —, l'examen serait étayé par toutes les données dont nous disposons, y compris l'auto-identification. Or, il s'agit d'un point de départ, un point de départ pour nous aider à comprendre. Quel est notre point de référence? Par rapport à quoi allons-nous évaluer la situation?

Le sénateur Tannas : Exactement.

La sénatrice Moodie : C'est une étape importante. La direction des ressources humaines nous a dit qu'elle pensait que c'était une étape importante et qu'elle n'estime pas avoir la capacité de le faire elle-même.

Le sénateur Tannas : Avons-nous tenu compte de la diversité régionale? Plus précisément, est-ce que les gens, particulièrement en ce qui concerne la technologie — des gens qui ne viennent pas d'Ottawa ou de Gatineau — sont recrutés et embauchés pour travailler à distance et apporter leur savoir-faire pour tel ou tel aspect qui pourrait être pris en charge à partir d'autres parties du pays? Est-ce que cela a été envisagé?

La sénatrice Moodie : Oui, absolument. La question a été soulevée et nous avons discuté longuement de la façon dont nous pourrions surmonter ce problème. Nous avons eu des discussions avec les ressources humaines et c'est une chose qui a été clairement reconnue.

Le sénateur Tannas : Je vous remercie.

La présidente : Encore une fois, distingués collègues, nous avons des contraintes de temps. Nous n'avons pas beaucoup de temps pour nos réunions, alors si vous pouviez vous limiter à des questions et des réponses brèves, ce serait très apprécié. Il y a encore une partie de ce rapport qui doit être présenté.

[Français]

Le sénateur Forest : Je partage les mêmes préoccupations que le sénateur Plett. Dans cet esprit-là, je suggérerais que, dans la recommandation n° 4, on y aille de manière plus spécifique

on diversity, equity and inclusion within the institution that is CIBA. An assessment of the costs and benefits of the initiative should be undertaken prior to authorizing the disbursement of funds. For the purposes of adopting the report, which is excellent, and before CIBA gives its authorization for the initiative pursuant to recommendation 1, 2 or 3, the Senate must meet to present the costs and benefits of the initiative, at each of the stages of the process, which seems to me to be very good.

We need to have that information. Senator Plett is right that we cannot pass the report today. There is no assessment of the financial impact of a program that is otherwise very relevant. In that way, I think it could be a compromise that would allow us to move forward, with assurances that we will ask the necessary questions.

[English]

Senator Loffreda: Much of my question has been covered by Senator Tannas's question, but have you researched best industry practices? My question was going to be: What are your objectives and goals? It's like being in a maze. When you start from the exit door, it's always easier to identify the path to the beginning. It wasn't clear if we could get clear facts and numbers on that.

I say that — and then I'll clarify — the corporate objectives in many corporations are clear. Where I've worked, for example, in the past, we had 10% visible minority. We went as far as one point to say we need 30% at the executive level.

Where are we at, and what does it take to get there? Maybe we can elaborate on that when you come back, if you don't have those responses. I do support it. It's an important initiative. But I always like to see goals, objectives, where we're at and what it takes to get there. Then maybe predetermine what the costs can be. Are we a 2 of 10 or 8 of 10? Where are we going? What are the clear objectives? What is the industry doing? What are best practices in the industry? Maybe you can elaborate on that, now or later.

Ms. Francis: Thank you, senator. We will be back with numbers, specifically, but the first goal was to make sure we were aligned in our work with where the subcommittee wanted us to be. With the self-identification campaign that I'm about to present on, the last one was in 2019. We need current numbers. We need to know what the makeup of our organization is.

pour que le Sénat autorise des fonds afin de financer des initiatives sur la diversité, l'équité et l'inclusion au sein de l'institution qu'est CIBA. On devra, au préalable, évaluer les coûts et bénéfices de l'initiative avant d'autoriser le décaissement des fonds. Aux fins d'adoption du rapport, qui est excellent, et avant que CIBA donne son autorisation pour l'initiative sur la recommandation n° 1, 2 ou 3, il faut que le Sénat se réunisse pour présenter les coûts et bénéfices de l'initiative, à chacune des étapes de la démarche qui me semble très bonne.

Il faut avoir cette information. Le sénateur Plett a raison de dire qu'on ne peut pas adopter le rapport aujourd'hui. On n'a aucune évaluation des répercussions financières d'un programme, qui est par ailleurs fort pertinent. De cette façon, je pense que cela pourrait être un compromis qui nous permettrait d'avancer, tout en ayant les garanties que nous poserons les questions nécessaires.

[Traduction]

Le sénateur Loffreda : Une grande partie de ma question a été couverte par la question du sénateur Tannas, mais avez-vous fait des recherches sur les pratiques exemplaires de l'industrie? Ma question allait être : quels sont vos objectifs et vos buts? C'est comme dans un labyrinthe : quand on commence par la porte de sortie, il est toujours plus facile de trouver le chemin vers le début. On ne nous a pas encore dit explicitement s'il était possible d'avoir des faits concrets et des chiffres clairs à ce sujet.

Ce que je dis — et je vais apporter des précisions à ce sujet —, c'est que les objectifs de nombreuses entreprises sont clairs. Là où j'ai travaillé, par exemple, nous avions 10 % de minorités visibles. À un moment donné, nous sommes allés jusqu'à dire qu'il nous en fallait 30 % au niveau de la direction.

Où en sommes-nous, et que faut-il faire pour arriver là où nous voulons être? Si vous n'avez pas ces réponses, nous pourrions peut-être approfondir ce point lorsque vous reviendrez. J'appuie cette initiative. C'est une initiative importante. Sauf que j'aime toujours qu'il y ait des buts, des objectifs. J'aime savoir où nous en sommes et ce qu'il faut faire pour atteindre ces objectifs. Puis il y aurait peut-être lieu d'établir au préalable ce que cela pourrait signifier comme coûts. Sommes-nous un 2 sur 10 ou un 8 sur 10? Où allons-nous? Quels sont les objectifs clairs? Que fait l'industrie? Quelles sont les pratiques exemplaires dans l'industrie? Vous pourriez peut-être nous en dire plus à ce sujet, maintenant ou plus tard.

Mme Francis : Merci, sénateur. Nous reviendrons avec des chiffres précis, mais le premier objectif était de s'assurer que notre travail était aligné sur ce que le sous-comité voulait que nous fassions. En ce qui concerne la campagne d'auto-identification sur laquelle je vais faire une présentation, la dernière date de 2019. Nous avons besoin de chiffres récents. Nous devons connaître la composition de notre organisation.

Our interest is also to make sure that the employees who are here have a sense of belonging — diversity, equity, inclusion and belonging. The word “belonging” is critical. As we look at putting in initiatives, programs and human resources planning, we want diversity, equity and inclusion to be part of that. When we’re updating and putting in new policies, we want to know what the organization’s position is and that we’re actually putting the lens of DEI through those policies and programs so that employees and candidates who are attracted to this organization see themselves in this organization or see opportunities.

We want direction to be able to figure out what organizations, entities and communities we can liaise with and how to do that. We look at our recruitment strategies and job postings, and make sure the removal of barriers is something we want to do. Earlier, the conversation about equivalencies came up. We’re challenging ourselves in a healthy way to figure out whether or not this organization has barriers that it doesn’t see but that individuals in different communities do. Are we interested in doing that?

When you look at targets, it gets hard to determine. Being fairly new, I’m still trying to learn through the organization whether we want to go with targets and is it a good idea, or are we not at a maturity level that it is something that would serve us well at the beginning of the narrative, if you will.

It is to set course. The goal is for us to be an organization that is reflective of our communities. That’s across the country.

If we can look at ways of doing work that are different — to Senator Tannas’s question of regional hiring — diversity, big D, little d. It’s about diversity of thought and diversity of experience so that we can be the best organization and ensure that the people who work here can have their voices heard and feel like they can communicate in a way that is relevant to them from a lived-experience perspective.

We’re clear on where we want to go as a human resources organization. We want to make sure the employer — CIBA — is giving us the direction, and that for every initiative and program we put in place, we have that in mind to set course for the objectives.

Our numbers will tell us what more work we have to do and what communities we need to reach out to. When we’re posting on LinkedIn, on job boards and going to job fairs, should we be paying attention to certain communities that we want to show up

Notre intérêt est aussi de nous assurer que les employés qui sont ici ont un sentiment d’appartenance; diversité, équité, inclusion et appartenance. Le terme « sentiment d’appartenance » est essentiel. Lorsque nous envisageons de mettre en place des initiatives, des programmes et une planification des ressources humaines, nous voulons que la diversité, l’équité et l’inclusion en fassent partie. Lorsque nous mettons les politiques à jour et que nous en créons de nouvelles, nous voulons savoir quelle est la position de l’organisation. Nous tenons à mettre les politiques et les programmes au diapason de la diversité, de l’équité et de l’inclusion afin que les employés et les candidats qui sont attirés par l’organisation voient leur place au sein de cette dernière ou voient qu’il y a des ouvertures pour eux.

Nous voulons une orientation qui nous permet d’établir avec quels organismes, quelles entités et quelles communautés nous pouvons nouer des liens et comment y arriver. Nous examinons nos stratégies de recrutement et nos offres d’emploi, et nous nous assurons que l’élimination des obstacles est quelque chose que nous voulons faire. Plus tôt, une discussion sur les équivalences a été amorcée. Nous nous mettons au défi, d’une manière saine, d’établir si l’organisation a des obstacles qu’elle ne voit pas, mais que les membres de différentes communautés peuvent voir. Est-ce quelque chose que nous souhaitons faire?

Les cibles sont difficiles à établir. Étant relativement nouvelle, j’essaie encore de savoir si l’organisation veut se donner des cibles et si c’est une bonne idée de le faire. Plutôt, ne sommes-nous pas à un degré de maturité qui nous servirait bien au début de la narration?

Il s’agit de fixer un cap. L’objectif est que nous soyons une organisation qui reflète nos collectivités, les collectivités de tout le pays.

Si nous pouvons envisager des façons de travailler qui sont différentes — pour répondre à la question du sénateur Tannas sur l’embauche régionale — la diversité, le grand D, le petit d. Il s’agit de la diversité de pensée et de la diversité d’expérience, de cette diversité qui nous permettra d’être la meilleure organisation possible et d’assurer que les personnes qui travaillent pour nous peuvent faire entendre leur voix et se sentir aptes à communiquer d’une manière qui est pertinente pour elles du point de vue de l’expérience vécue.

Nous savons clairement où nous voulons aller en tant que membres d’une organisation de ressources humaines. Nous voulons nous assurer que l’employeur — c’est-à-dire CIBA — nous indique la direction à suivre, et que pour chaque initiative ou programme que nous mettons en place, nous ne perdions pas cela de vue pour fixer le cap en vue d’atteindre les objectifs.

Nos chiffres nous indiqueront le travail qu’il nous reste à accomplir et les communautés que nous devons sensibiliser. Lorsque nous affichons des messages sur LinkedIn ou sur des sites d’emploi ou que nous nous rendons à des salons de

in? Do we have a work structure? Is remote work even possible? Do we have a structure that makes that the thing we need to pay attention to, or do we need to look at relocation policies, for example?

We have a lot to do. We are focused in each of those places, definitely, but we want a line — a course of direction — to be able to make sure that for every component that we touch and that we're involved in, we come back to the end point and that we have alignment with CIBA with what that looks like and with our Executive Committee.

Senator Loffreda: It's important work. Good luck. I support it.

Ms. Francis: Thank you.

Senator Marshall: Thank you very much.

I'll be brief. There is merit in what Senator Plett is suggesting. First of all, we should all be on one page. The entire Internal Economy Committee should be supportive of the initiative. But these are major recommendations, and we would really benefit from more discussion of it.

There are two that I'm particularly interested in — recommendations 7 and 8 — but we don't have time today to get into it.

I would like to have a further discussion. I am on the Estimates Subcommittee, so I'm always thinking about the money. We're getting ready to take a look at next year's budget. I can see that there will be major costs and they will be rolling into the request for additional money. We would benefit from some additional discussion on this so that we all know exactly where we're going and be fully informed before we start down the road.

[Translation]

The Chair: I will conclude the discussion by stating — unless I have an opinion to the contrary — that members of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration are comfortable with the report as presented. The members of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration, however, ask for more information on the targets and costs associated with the report. The members of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration would also like this information to be brought back to the committee, either in Committee of the Whole, as at present, or in camera. So I would recommend that the adoption of this report be deferred to a later meeting, when we have all the

l'emploi, devrions-nous prêter attention à certaines communautés dans lesquelles nous voulons assurer une présence? Avons-nous une structure de travail? Le travail à distance est-il même possible? Avons-nous une structure qui nous permet de prêter attention à cet aspect, ou devons-nous examiner nos politiques de relocalisation, par exemple?

Nous avons beaucoup de travail à faire. Nous mettons certainement l'accent sur chacun de ces aspects, mais nous voulons savoir quelle est la ligne de conduite — la direction — à adopter pour être sûrs que, pour chaque aspect que nous touchons et auquel nous participons, nous revenons à la direction indiquée et que nos activités ressemblent à celles de CIBA et de notre comité exécutif.

Le sénateur Loffreda : Ce travail est important. Bonne chance. Je soutiens ces efforts.

Mme Francis : Merci.

La sénatrice Marshall : Merci beaucoup.

Je serai brève. Ce que le Sénateur Plett suggère est valable. Tout d'abord, nous devrions tous être sur la même longueur d'onde. Tous les membres du Comité de la régie interne devraient soutenir l'initiative. Toutefois, ces recommandations sont majeures, et nous aurions vraiment intérêt à en discuter davantage.

Il y en a deux qui m'intéressent particulièrement — soit les recommandations 7 et 8 —, mais nous n'avons pas le temps d'en parler aujourd'hui.

J'aimerais avoir une discussion plus approfondie à ce sujet. Comme je fais partie du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat, je pense toujours à l'argent. Nous nous apprêtons à examiner le budget de l'année prochaine. Je peux constater qu'il y aura des coûts importants et qu'ils seront intégrés dans la demande de fonds supplémentaire. Il serait bon de discuter davantage de cette question, afin que nous sachions tous exactement où nous allons et que nous soyons pleinement renseignés avant de nous engager dans cette voie.

[Français]

La présidente : Je vais conclure la discussion en mentionnant — à moins que j'aie un avis contraire — que les membres du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration sont à l'aise avec le rapport tel qu'il est présenté. Les membres du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration demandent cependant d'avoir un peu plus d'information sur les cibles et les coûts qui sont associés au rapport. Les membres du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration aimeraient aussi que cette information revienne au comité, soit en comité plénier, comme en ce moment, ou à huis clos. Je recommande donc que l'on remette l'adoption de ce rapport à une réunion ultérieure,

information, including costs and targets. We will be able to make a better decision with all the facts in hand. Are people comfortable with this recommendation?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Thank you. We will move on to item 3(b), on the next self-identification campaign. This item is for information only. Toni and Prescilla will help answer questions. I yield the floor to you, Toni.

Ms. Francis: Thank you, Madam Chair. A self-identification campaign provides an opportunity to ask Senate employees to self-declare information related to gender identity, Indigenous identity, visible minority status or disability.

[English]

The collection of self-identification information is driven by the Senate's commitment to promoting diversity, equity, inclusion and belonging in the workplace through relevant programming as well as the requirement to ensure compliance with the Senate's Policy on Employment Equity. Employment equity data is collected through the self-identification survey already provided to new employees upon hire and is sought through the Senate-wide self-identification campaigns.

The last campaign was conducted in 2019, and in good practice, we want to conduct the next campaign in Q3 of this fiscal year. That will ensure that our workforce data is up to date and, based on participation, as accurate as possible.

[Translation]

We will make the necessary changes to the 2022-2023 self-identification campaign, in particular the way data is captured and the terminology used in the survey. The changes will ensure accurate analysis of the Senate data and we will progress to the required changes in two separate stages.

[English]

The first phase will be that we'll make some changes to the definitions within the survey. We'll increasingly add columns or definitions to suit the Canada Accessibility Act, and we will make sure that for individuals who wish to include their gender identities, there's an open box text for them to be able to complete that information.

quand nous aurons toute l'information en main, notamment sur les coûts et les cibles. Nous serons en mesure de prendre une meilleure décision en ayant tous les faits en main. Est-ce que les gens sont à l'aise avec cette recommandation?

Des voix : D'accord.

La présidente : Merci. Nous passons au point n° 3b) sur la prochaine campagne d'auto-identification. Ce point est pour information seulement. Toni et Prescilla aideront à répondre aux questions. Je vous cède la parole, Toni.

Mme Francis : Merci, madame la présidente. Une campagne d'auto-identification offre la possibilité de demander aux employés du Sénat de déclarer eux-mêmes sur une base volontaire les informations liées à l'identité de genre, à l'identité autochtone, à leur statut de membre d'un groupe de minorité visible ou de personne en situation de handicap.

[Traduction]

La collecte de renseignements sur l'auto-identification est motivée par l'engagement que le Sénat a pris de promouvoir la diversité, l'équité, l'inclusion et l'appartenance en milieu de travail au moyen de programmes pertinents, ainsi que par son obligation d'assurer la conformité à la politique du Sénat sur l'équité en matière d'emploi. Les données sur l'équité en matière d'emploi sont recueillies au moyen du questionnaire d'auto-identification qui est déjà remis aux nouveaux employés au moment de leur embauche, et ces données sont recherchées dans le cadre des campagnes d'auto-identification menées dans l'ensemble du Sénat.

La dernière campagne a été menée en 2019 et, en bonne pratique, nous voulons mener la prochaine campagne au cours du troisième trimestre de l'exercice en cours. Cela permettra de garantir que nos données sur les effectifs sont à jour et aussi précises que possible, en fonction du taux de participation.

[Français]

Nous apporterons les changements nécessaires à la campagne d'auto-identification de 2022-2023, en particulier la manière dont les données sont saisies et la terminologie utilisée dans le sondage. Les changements assureront une analyse précise des données du Sénat et nous progresserons vers les changements requis en deux étapes distinctes.

[Traduction]

Dans un premier temps, nous apporterons quelques modifications aux définitions de questionnaire. Nous ajouterons de plus en plus de colonnes ou de définitions pour nous conformer à la Loi canadienne sur l'accessibilité, et nous veillerons à ce que les personnes qui souhaitent indiquer leur identité sexuelle disposent de cases pour le faire.

In the second phase, we'll be moving to the revisions to the pay equity policy. In that phase, we'll look at the examinations to make sure we're current and up to date, and that the identification of groups is in accordance with the Accessibility Act.

Having an up-to-date picture of the workforce composition will not only serve to confirm policy compliance, but will also inform the Human Resources planning and programming, as well as information for the Senate as a guidepost down our road ahead.

We will be doing this in the third quarter. It is a confidential but not anonymous survey. We'll be communicating to employees and will constantly communicate through different avenues. We'll have a point of contact. My colleague Ms. Pivkine is phenomenal and will be able to ensure that people have the information they need to be able to participate and understand the implications of their participation.

It is important for our organization. This is an important portfolio and we wanted you to know that we're looking forward to having an up-to-date picture, answering all of your questions and making sure we're in a position to inform our diversity, equity and inclusion strategy along the way. Thank you very much. We're prepared for questions.

The Chair: Thank you for your speedy report. Are there any questions or comments, colleagues?

Senator Tannas: I would just say this is an important initiative and if you need senators to speak in your communications to encourage people to report and why it's important to report, I would be most willing to put my name to it.

Ms. Francis: We'll be knocking on your door, sir.

[Translation]

Senator Forest: I fully agree with Senator Tannas. Two weeks ago, I intervened when a woman was being assaulted. After investigation, we were unable to make an identification. I made a statement, we looked at the videotapes and we still couldn't, given the angle of the camera.

Since identification is the ultimate goal, couldn't our survey have another more specific question — it was an unprovoked attack — to see if there wouldn't be members of our staff who might have information? For example, we can't reach this woman. We could ask the question: Have you been the victim of

Dans un deuxième temps, nous passerons aux révisions de la politique sur l'équité salariale. Au cours de cette étape, nous passerons en revue les examens pour nous assurer qu'ils sont à jour et que la désignation des groupes est conforme à la Loi sur l'accessibilité.

Le fait de disposer d'une image actualisée de la composition de la main-d'œuvre ne servira pas seulement à confirmer le respect de la politique, mais aussi à guider la planification et la programmation des ressources humaines, ainsi qu'à fournir des renseignements au Sénat, qui s'en servira comme d'un point repère quant à la route à suivre.

Nous réaliserons ce travail au cours du troisième trimestre. Il s'agit d'une enquête confidentielle, mais non anonyme. Nous communiquerons avec les employés, et nous utiliserons constamment des moyens différents pour le faire. Nous aurons un point de contact. Ma collègue, Mme Pivkine, est phénoménale, et elle sera en mesure de s'assurer que les gens ont les informations dont ils ont besoin pour pouvoir participer à l'enquête et comprendre les répercussions de leur participation.

Ce travail est important pour notre organisation. Il s'agit d'un portefeuille important, et nous voulions que vous sachiez que nous sommes impatients d'avoir un tableau à jour, de pouvoir répondre à toutes vos questions et de nous assurer que nous sommes en mesure d'orienter notre stratégie en matière de diversité, d'équité et d'inclusion en cours de route. Merci beaucoup. Nous sommes prêtes à répondre aux questions.

La présidente : Je vous remercie de nous avoir exposé rapidement votre rapport. Chers collègues, l'un d'entre vous a-t-il des questions à poser ou des observations à formuler?

Le sénateur Tannas : Je dirais simplement qu'il s'agit d'une initiative importante et que si, dans le cadre de vos communications, vous avez besoin que des sénateurs prennent la parole, afin d'encourager les gens à déclarer leur identité et de leur expliquer pourquoi l'auto-identification importante, je serais tout à fait disposé à inscrire mon nom.

Mme Francis : Nous frapperons à votre porte, monsieur.

[Français]

Le sénateur Forest : Je suis tout à fait d'accord avec le sénateur Tannas. Il y a deux semaines, je suis intervenu alors qu'une dame se faisait agresser. Après enquête, on n'a pas été en mesure de l'identifier. J'ai fait une déposition, on a regardé les bandes vidéo et on n'y est toujours pas arrivé, étant donné l'angle de la caméra.

L'identification étant le but ultime, ne pourrait-il pas y avoir, dans notre sondage, une autre question plus précise — il s'agit d'une agression gratuite — pour voir s'il n'y aurait pas des membres de notre personnel qui auraient des informations? Par exemple, nous n'arrivons pas à joindre cette femme. On pourrait

an assault inside or outside? Asking the question might be a good way to help our employees who have been assaulted. The woman in question was so upset and emotional that she wouldn't even give me her name. I wish we could find her.

The Chair: You're saying this could be part of —

Senator Forest: I would be under "Other."

The Chair: Would that be part of self-identification or would it be something else?

Senator Forest: I would put it in an appendix or right under "Other." It's a wish more than anything else.

Ms. Francis: Thank you, Senator Forest. I don't know that we could do that with this survey. However, there's talk of launching an engagement survey next year. We could then add questions for all employees, such as whether they have had a negative experience or something like that. There is room for questions in the future. However, this survey is for self-identification purposes only.

Senator Forest: Thank you. You have my full confidence.

The Chair: Senator Forest, can we mention your experience as a follow-up? I think it would be important to mention it. A communication from the Human Resources Directorate will be issued shortly. It will talk about the protection employees are entitled to when they leave the building. If some of them have been victims of assault or situations like the one you mentioned, they would be asked to let us know. This doesn't mean that the person will come forward, but at least they will be allowed to do so. Thank you, Senator Forest.

The next item is the Report from the Subcommittee on Senate Estimates and Committee Budgets. We will examine the budget submission of the Standing Senate Committee on Foreign Affairs and International Trade. Pierre Lanctôt, Chief Financial Officer, is joining us now by video conference as a witness. Senator Marshall will make some opening remarks.

[English]

Hon. Elizabeth Marshall: Honourable senators, I have the honour to present the eighth report of the Subcommittee on the Senate Estimates and Committee Budgets, which includes recommended allocations for two committee budgets. Both of them refer to the Foreign Affairs Committee.

poser la question : avez-vous été victime d'une agression à l'intérieur ou à l'extérieur? Poser la question serait peut-être une bonne façon d'aider nos employés qui ont subi une agression. La femme en question était si affectée et émotive qu'elle n'a même pas voulu me donner son nom. J'aimerais bien qu'on puisse la retrouver.

La présidente : Vous dites que cela pourrait faire partie...

Le sénateur Forest : Cela se trouverait sous la rubrique « Autres ».

La présidente : Est-ce que cela ferait partie de l'auto-identification ou est-ce que ce serait autre chose?

Le sénateur Forest : Je le mettrais en annexe ou carrément sous la rubrique « Autres ». C'est un souhait plus qu'autre chose.

Mme Francis : Merci, sénateur Forest. Je ne crois pas qu'on pourrait le faire avec ce sondage. Toutefois, il est question de lancer un sondage sur l'engagement l'an prochain. On pourra alors ajouter des questions s'adressant à tous les employés à savoir, par exemple, s'ils ont déjà eu une expérience négative ou quelque chose du genre. Il y a de la place pour des questions à l'avenir. Cependant, le présent sondage sert uniquement à des fins d'auto-identification.

Le sénateur Forest : Merci. Vous avez toute ma confiance.

La présidente : Sénateur Forest, peut-on faire mention de votre expérience en guise de suivi? Je crois qu'il serait important de le mentionner. Une communication de la Direction des ressources humaines sera publiée sous peu. On y parlera de la protection à laquelle les employés ont droit lorsqu'ils quittent l'édifice. Si certains d'entre eux ont été victimes d'agression ou de situations comme celle dont vous avez parlé, on leur demanderait de nous l'indiquer. Cela ne veut pas dire que la personne se présentera, mais au moins on lui permettra de le faire. Merci, sénateur Forest.

Le prochain article est le rapport du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat et des budgets de comités. Nous allons examiner la soumission budgétaire du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international. Pierre Lanctôt, dirigeant principal des finances, se joint maintenant à nous par vidéoconférence à titre de témoin. La sénatrice Marshall fera des remarques liminaires.

[Traduction]

L'honorable Elizabeth Marshall : Honorables sénateurs, j'ai l'honneur de présenter le huitième rapport du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat et des budgets de comités, qui comprend les affectations recommandées pour deux budgets de comité. Les deux budgets concernent le Comité des affaires étrangères.

Before reviewing each budget request, I will provide some background. For the current year, the total funds available for committee expenses will again be \$2.382 million, less \$500,000 for witness expenses, leaving \$1.882 million for release for individual committee budgets.

In the current fiscal year, the total amount of funds recommended for release so far is \$964,744. That's for three committee travel activities, one conference and three general expenses budgets that have already been approved. To date, the total expenditures and commitments are at \$361,240. However, some of the travel activities are still under way or only recently completed, so this number is expected to rise slightly.

On Monday, the subcommittee met with the deputy chair of the Foreign Affairs Committee, who presented two budget requests totalling \$65,992. The first budget application contained proposed expenditures of \$4,480 for general expenses for hospitality and \$480 for one activity to travel to Global Affairs Canada in Ottawa. This is in relation to their general order of reference to study foreign relations and international trade generally, and it includes funds for 12 senators and one senator's staff to travel.

For information, the hospitality request is for \$3,000 for the committee to pay for light refreshments and \$1,000 to reciprocate gifts for when the committee receives delegations visiting from other countries. If approved, the committee can only spend up to the amounts in each of these line items, as funds cannot be transferred from other line items to hospitality without the approval of the steering committee. The travel activity, although within Ottawa, still requires Senate approval to travel and a budget to pay for transportation to the Global Affairs Canada headquarters.

The subcommittee was in agreement to approve this budget. However, we note that it may be worthwhile for CIBA to consider future recommendations from the subcommittee that might facilitate protocol activities. Based on the information provided, the subcommittee therefore recommends the release of funds for general expenses and one travel activity, in the amount of \$4,480. That is the first request.

The second budget application contained a proposed expenditure of \$1,000 for general expenses for hospitality and \$60,442 for one travel activity to Washington. This is in relation to the committee's study on the Canadian Foreign Service and includes funds for 12 senators and 1 staff to travel.

Avant de passer en revue chaque demande de budget, je vais vous donner quelques informations générales. Les fonds totaux prévus au budget de 2022-2023 seront de 2,382 millions de dollars. Nous allons retenir 500 000 \$ pour les dépenses des témoins, ce qui laisse 1,882 million de dollars pour les budgets des comités.

Jusqu'à présent, le total de fonds recommandé pour déblocage pour le présent exercice financier s'élève à 964 744 \$ (pour trois activités de déplacement de comité, une conférence et trois budgets de dépenses générales, qui ont déjà été approuvés). À ce jour, le total des dépenses et des engagements actuels s'établit à 361 240 \$. Toutefois, certaines activités de voyage sont encore en cours ou n'ont été achevées que récemment, de sorte que ce chiffre devrait augmenter légèrement.

Lundi dernier, le sous-comité a rencontré le vice-président du comité des affaires étrangères, qui avait présenté deux demandes de budget totalisant 65 992 \$. Leur première demande budgétaire comportait des dépenses proposées de 4 480 \$ pour des dépenses générales d'accueil et 480 \$ pour une activité de voyage à destination d'Affaires mondiales Canada, à Ottawa. Ces activités sont liées à leur mandat général qui vise à étudier les relations étrangères et le commerce international en général, et le budget comprend des fonds pour le déplacement de 12 sénateurs et d'un membre de leur personnel.

Je précise, à titre d'information, que la demande pour les frais d'accueil comprend 3 000 \$, pour permettre au comité de payer des boissons et des collations, et 1 000 \$ pour des cadeaux réciproques lorsque le comité reçoit des invités ou des délégations étrangères. Si la demande est approuvée, le comité ne pourra dépenser que les montants figurant dans chacun de ces postes, car il n'est pas permis de transférer des fonds d'autres postes au poste de l'accueil sans l'approbation du comité directeur. L'activité de voyage, bien qu'elle se déroule à Ottawa, nécessite que le comité obtienne l'autorisation du Sénat pour voyager et un budget pour payer le transport jusqu'à l'Administration centrale d'Affaires mondiales Canada.

Le sous-comité a décidé d'approuver ce budget. Cependant, nous notons qu'il pourrait être intéressant pour CIBA d'étudier les recommandations à venir du sous-comité qui pourraient faciliter les activités protocolaires. Compte tenu des informations fournies, le sous-comité recommande donc un déblocage de fonds pour les dépenses générales et une activité de voyage, pour un montant de 4 480 \$. Il s'agit de la première demande.

La deuxième demande de budget comportait des dépenses proposées de 1 000 \$ pour des dépenses générales liées à l'accueil et de 60 442 \$ pour un voyage à Washington. Ce voyage est lié à l'étude du comité sur le service extérieur canadien et vise des fonds pour que 12 sénateurs et un membre du personnel se déplacent.

For information, the hospitality request is for \$1,000 for the committee to pay for light refreshments when the committee receives guests or external delegations. Although the committee was not opposed to the committee requesting the \$1,000 for this purpose, we were not clear as to why the hospitality funds in their first budget request could not be used for this purpose and would therefore suggest that these expenses be monitored for now. The subcommittee has no issues with the proposed travel activity to Washington. Based on this information, the subcommittee therefore recommends the release of funds for activity one only, the fact-finding to Washington, in the amount of \$60,442.

In total, your subcommittee is therefore recommending the release of \$64,992 today for two budgets containing general expenses and two travel activities, leaving \$852,364 for the remainder of the fiscal year of the \$1.882 million set aside for committee expenses.

A reminder that budgets approved by the Senate for each travel activity are the maximum amount that can be spent for that activity. Budgets often include funds for the full membership of the committee to travel. However, in reality, a reduced delegation usually travels and efforts are made to find additional savings. Therefore, actual expenditures are expected to be considerably below the approved budget.

Unless there are further questions, colleagues, I recommend the adoption of the report. I am available to take questions.

The Chair: Are there any questions for Senator Marshall? Hearing none, you have proposed the motion.

Senator Marshall: I recommend the adoption of the eighth report of the Subcommittee on the Senate Estimates and Committee Budgets.

The Chair: Thank you. Is it your pleasure, honourable senators, to adopt the report?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Thank you. The motion is carried.

We will move on to item 4b, which deals with quarterly financial statements.

[Translation]

As usual, this presentation will be followed by time for questions. Pierre will stay with us for this item.

Pour information, la demande pour les frais d'accueil est de 1 000 \$ pour permettre au comité de payer des boissons et collations lorsque le comité reçoit des invités ou des délégations externes. Bien que le sous-comité ne soit pas opposé à ce que le comité demande des fonds à cette fin, nous n'avons pas compris pourquoi les fonds pour les frais d'accueil de leur première demande de budget ne pouvaient pas être utilisés à cette fin, et nous suggérons donc que ces dépenses soient surveillées pour le moment. Le sous-comité n'a aucun problème avec l'activité de voyage proposée, à destination de Washington. Sur la base de ces informations, le sous-comité recommande donc le déblocage des fonds pour l'activité 1 seulement, c'est-à-dire la mission d'étude à Washington, au montant de 60 442 \$.

Votre sous-comité recommande par conséquent le déblocage de 64 992 \$ aujourd'hui pour deux budgets qui contiennent des dépenses générales et deux activités de voyage, laissant ainsi 852 364 \$ pour le reste de l'année financière, sur les 1,882 million de dollars mis de côté pour les dépenses pour les travaux de comité.

Je vous rappelle que les budgets approuvés par le Sénat pour chaque activité de voyage représentent le montant maximal qui peut être dépensé pour cette activité. Les budgets prévoient souvent des fonds pour permettre à tous les membres du comité de voyager. Cependant, en réalité, c'est généralement une délégation réduite qui se déplace et des efforts sont déployés pour réaliser des économies supplémentaires. Par conséquent, les dépenses réelles devraient être considérablement inférieures au budget approuvé.

Chers collègues, à moins qu'il y ait des questions, je recommande l'adoption du rapport. Je suis à votre disposition pour répondre aux questions.

La présidente : Quelqu'un a-t-il des questions à poser à la sénatrice Marshall? Étant donné qu'il n'y en a pas, vous avez proposé la motion.

La sénatrice Marshall : Je recommande l'adoption du huitième rapport du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat et des budgets de comités.

La présidente : Merci. Honorables sénateurs, vous plaît-il d'adopter le rapport?

Des voix : D'accord.

La présidente : Merci. La motion est adoptée.

Nous allons maintenant passer au point 4b, qui traite des états financiers trimestriels.

[Français]

Comme d'habitude, la présentation sera suivie d'une période de questions. Pierre restera avec nous pour cet article.

[English]

It's your turn again, Senator Marshall.

Senator Marshall: Thank you. I warn my honourable colleagues that I have more numbers for them.

As the deputy chair of the Subcommittee on the Senate Estimates and Committee Budgets, I have the pleasure to table, for information, the Senate financial highlights report for the first quarter of the current fiscal year.

The subcommittee was diligent in reviewing the report and several questions were asked to the Finance team that were answered to our satisfaction.

The report is prepared on a quarterly basis by the Finance and Procurement Directorate. It is not available to the public nor is it audited. The objective of this report is to provide us with continuous information about the usage of the Senate budget authorities, the actual expenditures and forecasted expenditures for the current year.

For the 2022-23 fiscal year, the budget of the Senate is \$121,800,000. At the end of the first quarter, the Senate has spent \$21.5 million, or 18% of its annual budget. Based on forecasts, the Senate is expected to spend \$108.9 million, or 89% of its annual budget, by the end of the fiscal year. That being said, a surplus of \$12.9 million is expected for the current fiscal year, which represents 11% of the annual budget.

The surplus is mainly attributable to the senators' office budget being used just below 80%, the average number of senators being 12 less than budgeted for the fiscal year, and Committees and the International and Interparliamentary Affairs is forecasting a surplus of \$1.7 million.

This concludes my presentation of the financial highlights of the first quarter, ended June 30. Pierre Lanctôt, the CFO, and I are pleased to answer your questions, and we welcome your comments.

Once questions have been answered, I will move:

That, as per the division of responsibility between CIBA and the Standing Senate Committee on Audit and Oversight, the financial highlights for the first quarter for the fiscal year 2022-23 be shared with the Audit and Oversight Committee so they can review the financial information.

Thank you.

[Traduction]

C'est encore votre tour, sénatrice Marshall.

La sénatrice Marshall : Merci. Je préviens mes honorables collègues que j'ai encore des chiffres à leur communiquer.

En tant que vice-présidente du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat et des budgets de comités, j'ai le plaisir de déposer, à titre d'information, le rapport sur les points saillants financiers du Sénat pour le premier trimestre de l'exercice financier en cours.

Le sous-comité a fait preuve de diligence dans l'examen du rapport et plusieurs questions ont été posées à l'équipe des finances, qui y a répondu de manière satisfaisante.

Le rapport est mis au point tous les trois mois par la Direction des finances et de l'approvisionnement. Il n'est pas mis à la disposition du public et n'est pas audité. L'objectif du rapport est de nous fournir des renseignements continus sur l'utilisation des autorisations budgétaires, les dépenses réelles et les dépenses prévues du Sénat pour l'exercice en cours.

Pour l'exercice 2022-2023, le budget du Sénat s'élève à 121 800 000 \$. À la fin du premier trimestre, le Sénat avait dépensé 21,5 millions de dollars, soit 18 % de son budget annuel. D'après les prévisions, le Sénat devrait dépenser 108,9 millions de dollars, soit 89 % de son budget annuel, d'ici la fin de l'exercice financier. Cela dit, un excédent de 12,9 millions de dollars est prévu pour l'exercice en cours, ce qui représente 11 % du budget annuel.

L'excédent est principalement attribuable au fait qu'un peu moins de 80 % du budget de bureau des sénateurs aura été utilisé, étant donné que le nombre moyen de sénateurs est de 12 de moins que ce qui était prévu au budget pour l'exercice, et que la Direction des comités et de la Direction des affaires internationales et interparlementaires prévoient un excédent de 1,7 million de dollars.

Ceci conclut mon exposé des points saillants financiers du premier trimestre, qui a pris fin le 30 juin. Pierre Lanctôt, le dirigeant principal des finances, et moi-même sommes heureux de répondre à vos questions, et vos commentaires sont les bienvenus.

Une fois que nous aurons répondu aux questions, je proposerai :

Que, conformément à la répartition des responsabilités entre CIBA et le comité permanent de l'audit et de la surveillance, les faits saillants financiers et les résultats du premier trimestre de l'exercice financier 2022-2023 soient partagés avec les membres d'AOVS pour information.

Merci.

The Chair: Thank you, Senator Marshall. Are there any questions for Senator Marshall or for Pierre?

[Translation]

The French version of what Senator Marshall moved is as follows:

Que, conformément à la répartition des responsabilités entre CIBA et le comité permanent de l'audit et de la surveillance, les faits saillants financiers et les résultats du premier trimestre de l'exercice financier 2022-2023 soient partagés avec les membres de l'AOVS pour information.

Is it your pleasure, honourable senators, to adopt the motion?

[English]

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: The motion is carried. Thank you, Senator Marshall.

Our next item is the report from the Advisory Working Group on Artwork and Heritage Assets.

Hon. Patricia Bovey: I would like to recognize that Josée Labelle is with us today. She has assumed the responsibility to oversee the work of those involved with the curatorial work of the Senate. I welcome her to this new position.

I'd like to begin by thanking the members of my committee, Senators Ataullahjan, Moodie and White, who we are going to miss tremendously. I very much appreciate the contributions of this committee.

Madam Chair, this will be a quick update. You have the written report, and I'd like to talk to it. As you know, we're in the second year of Cultivating Perspectives, which has been a way to engage all Canadians in the artwork and heritage assets of the Senate. The next round of those essays are now online, and I have to say that they are meeting with tremendous success. They bring, as I said, voices from across the country and professional expertise from across the country to the work that the Senate has in its collections.

We're now about to move toward a third Honouring Canada's Black Artists, and we'll be looking at work from artists in Quebec.

I have been very perturbed, as many of you know, by the increasing costs of transportation of works of art. We have slowed down this work a bit, so we could make sure those

La présidente : Merci, sénatrice Marshall. Avez-vous des questions à poser à la sénatrice Marshall, ou à M. Lanctôt?

[Français]

La sénatrice Marshall propose :

Que, conformément à la répartition des responsabilités entre CIBA et le comité permanent de l'audit et de la surveillance, les faits saillants financiers et les résultats du premier trimestre de l'exercice financier 2022-2023 soient partagés avec les membres de l'AOVS pour information.

Plaît-il aux honorables sénateurs d'adopter la motion?

[Traduction]

Des voix : D'accord.

La présidente : La motion est adoptée. Merci, sénatrice Marshall.

Le prochain point à l'ordre du jour est le rapport du Groupe de travail consultatif sur les œuvres d'art et les actifs patrimoniaux.

L'honorable Patricia Bovey : Je tiens à souligner la présence de Josée Labelle parmi nous aujourd'hui. Elle est chargée de superviser le travail des personnes qui participent au travail de conservation du Sénat. Je lui souhaite la bienvenue à ce nouveau poste.

J'aimerais commencer par remercier les membres de mon comité, les sénateurs Ataullahjan, Moodie et White, qui vont nous manquer énormément. Je vous suis vraiment reconnaissante des contributions que vous avez apportées au comité.

Madame la présidente, je ferai rapidement le point. Vous disposez du rapport écrit, et j'aimerais en parler. Comme vous le savez, nous en sommes à la deuxième année de la série Cultiver les perspectives, qui est une façon de faire participer tous les Canadiens aux œuvres d'art et aux actifs patrimoniaux du Sénat. La prochaine série de ces essais est maintenant en ligne, et je dois dire qu'ils connaissent un énorme succès. Comme je l'ai indiqué, ils permettent à des porte-parole et des gens possédant des compétences professionnelles en la matière et provenant de l'ensemble du pays de parler des œuvres que le Sénat possède dans ses collections.

Nous sommes maintenant sur le point de passer à un troisième hommage aux artistes noirs du Canada, et nous nous pencherons sur des œuvres d'artistes québécois.

Comme bon nombre d'entre vous le savent, j'ai été très perturbée par l'augmentation des coûts de transport des œuvres d'art. Nous avons ralenti un peu ce travail, afin de nous assurer

transportation costs have stabilized. We'll also be looking at several artists from western Quebec so we can do it within the budgets we have. I'm not asking for any more money.

In terms of museums at the Senate, I'd like to thank the Winnipeg Art Gallery for the works of the Inuit collection that were in B30 last year. Again, with transportation costs, we're looking at fewer works from each museum.

I have been working across Canada with galleries and museums, and will report back as to where we are for our next installation. The work is under way.

With Visual Voices, you know we now have the installation of Roberta Bondar and Ed Burtynsky who were requested by our colleagues working on climate change. That installation will be up until the end of the fiscal year. We will be seeking ideas. The purpose of that is to reflect on what the Senate is discussing within the Senate Chamber. So in the next couple of months, we'll come forward with the next theme.

Copyright and exhibition fees are things I think we need to pay attention to. Canada's Copyright Act, dating June 8, 1988, included the payment of exhibition fees to artists whose works are on exhibit in museums and public spaces in Canada. As you can see here, we've had legal advice from the Office of the Law Clerk and Parliamentary Counsel. The conclusion is that the Copyright Act — and I feel strongly that the Copyright Act does extend to works we're exhibiting in the public areas of the Senate of Canada Building, given that we have public tours and they are public heritage. We have been paying exhibition fees, as you know.

I just want to reiterate that we should be paying those fees to artists. They're minimal; it might get them a day's groceries. But the impact is really important. We are a legislative body, and I think we have to fulfill the laws of this institution in the past. With that June 8, 1988 Copyright Act, I applauded it then and I applaud it now. We need to keep doing that.

We reviewed the policy. You've agreed with the policy. As such, we're now working with the policy of the collection. We have three new additions to the collection. We have Honourable Sir Alexandre Lacoste's Speaker chair, which former senator Serge Joyal has given to us. Lacoste served as a senator from 1882 to 1891, and was our Speaker in 1891. Prior to 1923, the Senate commissioned a new chair for each Speaker. When they

que ces coûts de transport se stabilisent. Nous allons également nous pencher sur plusieurs artistes de l'ouest du Québec pour pouvoir poursuivre notre travail dans les limites des budgets dont nous disposons. Je ne demande pas de fonds supplémentaires.

En ce qui concerne les musées du Sénat, j'aimerais remercier le Musée des beaux-arts de Winnipeg de nous avoir prêté les œuvres de la collection inuite qui étaient dans la salle B30 l'an dernier. Je précise encore une fois que, compte tenu des coûts de transport, nous envisageons d'emprunter moins d'œuvres de chaque musée.

J'ai travaillé avec des galeries et des musées de tout le Canada, et je vous ferai savoir où nous en sommes au moment de notre prochaine installation. Ce travail est en cours.

En ce qui concerne l'exposition Témoignages visuels, vous savez que les œuvres de Roberta Bondar et Ed Burtynsky, qui ont été demandées par nos collègues qui travaillent à la lutte contre le changement climatique, ont maintenant été installées. Cette installation sera en place jusqu'à la fin de l'exercice financier. Nous serons à la recherche d'idées. L'objectif de cette exposition est de rendre compte de ce dont le Sénat discute dans la salle du Sénat. Ainsi, au cours des deux prochains mois, nous proposerons le prochain thème de l'exposition.

Je crois que nous devons porter attention au droit d'auteur et aux redevances d'exposition. La Loi sur le droit d'auteur du 8 juin 1988 prévoit le paiement de droits d'exposition aux artistes dont les œuvres sont exposées dans des musées ou des espaces publics au Canada. Comme vous pouvez le voir ici, nous avons obtenu l'avis juridique du Bureau du légiste et conseiller parlementaire, qui conclut que la Loi sur le droit d'auteur... Je suis d'ailleurs convaincue que la Loi sur le droit d'auteur s'applique aux œuvres que nous exposons dans les espaces publics de l'édifice du Sénat du Canada, puisque nous avons des visites guidées et que ces œuvres constituent du patrimoine public. Nous payons des droits d'exposition, comme vous le savez.

Je tiens seulement à réitérer que nous devrions payer ces droits aux artistes. Ils sont minimes. C'est à peine les courses pour une journée. Mais l'incidence de ces paiements est très importante. Nous sommes un organe législatif, et je crois que nous devons respecter les lois adoptées par cette institution. En ce qui concerne la Loi sur le droit d'auteur du 8 juin 1988, je l'ai saluée à l'époque et m'en réjouis toujours aujourd'hui. Nous devons continuer à faire ces paiements.

Nous avons revu la politique. Nous y souscrivons. Ainsi, nous travaillons maintenant à la politique relative à la collection. Il y a eu trois ajouts à la collection. D'abord, le fauteuil du Président fabriqué pour l'honorable sir Alexandre Lacoste, un don de l'ancien sénateur Serge Joyal. Sir Lacoste a été sénateur de 1882 à 1891 et a rempli la fonction de Président du Sénat en 1891. Avant 1923, chaque fois qu'un président était nommé, le Sénat

retired, they took the chair with them. Senator Joyal purchased it from the family and has given it to us, so I'm very grateful. I extend our thanks to him.

We also have been offered and have accepted the accounts and vouchers box from 1878, which is a metal box used to store and transport paper documents in Parliament. As you know, the Clerk of the Senate was responsible for the Senate's accounts and vouchers. This box will be installed outside the office of our current clerk as a reminder of those responsibilities of the role.

We also have been given Senator Forest-Niesing's ribbon skirt that was made by her mother. She had intended to make it; she had bought all the materials and done the design, but, of course, her personal health and passing precluded that. It was on exhibit at the special reception that was held for Senator Forest-Niesing. We will be borrowing a display case from the National Gallery of Canada, looking at issues of reusing material so that we're not going to the expense of buying more materials. The case is in the current exhibition at the National Gallery. We will get it in January, and we will be installing the skirt and the earrings with it. It will be a tribute to Senator Forest-Niesing.

We have also undertaken a collection review. I remember making a commitment to Senator Tannas several years ago, and I cannot tell you how happy I am at this point. There are lots of works, as you know, that haven't been designated as collection and are in limbo that the Senate has been responsible for.

We're gradually going through it, and our curator, Tamara Dolan, has articulated a number of pieces for acquisition. You see the list of nine here that have been in limbo that your committee is recommending become within the collection of the Senate so that we can be sure they are properly stored, cared for and used accordingly. We have Théophile Hamel's portrait of Sir Edmund Walker Head. He is a major Quebec artist, Canadian artist, and I am delighted to have it.

We have an original chair from the original Senate prior to the 1916 fire, which I think is a really important heritage piece. The woolsack, which dates prior to 1889, and that we have loaned to the Winnipeg Art Gallery for a current exhibition, was manufactured for the Senate and it was used by the Supreme Court justices during the opening of Parliament. It is no longer used, but I think it is an important heritage piece.

We have a desk from East Block dating from 1830 to 1860; and the mace cabinet, which is still in use. We have a table designed by Centre Block architect J.A. Pearson made around 1920; a writing desk from 2001 based on the original design, the design survived the fire of 1916; a side table beside the Speaker's chair, one was made in 2003 so that it could pair off

lui commandait un nouveau fauteuil qu'il pouvait conserver à sa retraite. Le sénateur Joyal l'a acheté à la famille, puis nous l'a donné, donc je lui en suis très reconnaissante, et je l'en remercie en notre nom.

On nous a également offert une boîte à comptes et pièces justificatives de 1878 utilisée pour le rangement et le transport de documents du Parlement. Comme vous le savez, les comptes et les pièces justificatives du Sénat relevaient du greffier du Sénat à cette époque. La boîte sera installée devant le bureau du greffier actuel à titre de rappel de ces responsabilités.

On nous a également donné la jupe à rubans de la sénatrice Forest-Niesing, confectionnée par sa mère. Elle avait l'intention de la confectionner. Elle avait acheté tout le matériel et créé le patron, mais, malheureusement, son état de santé, puis son décès l'en ont empêchée. Elle était exposée à l'occasion de la réception spéciale donnée en l'honneur de la sénatrice Forest-Niesing. Nous emprunterons une vitrine au Musée des beaux-arts du Canada, puis nous pencherons sur la possibilité de réutiliser le matériel afin de ne pas avoir à en acheter plus. La vitrine est utilisée dans le cadre d'une exposition en cours au Musée des beaux-arts. Nous l'obtiendrons en janvier, puis nous y installerons la jupe et les boucles d'oreille. Ce sera un hommage à la sénatrice Forest-Niesing.

Nous avons également entrepris un examen de la collection. Je me souviens m'y être engagée auprès du sénateur Tannas il y a quelques années, et je suis absolument ravie jusqu'à maintenant. Comme vous le savez, le Sénat est responsable de beaucoup d'objets qui attendent d'être officiellement désignés comme des éléments de la collection du Sénat.

Nous passons ces objets en revue et Tamara Dolan, notre conservatrice, en a désigné un certain nombre à des fins d'acquisition. Vous pouvez voir la liste de neuf objets en attente que votre comité recommande d'ajouter à la collection du Sénat afin de veiller à ce qu'ils soient adéquatement entreposés, entretenus et utilisés. Il y a le portrait de sir Edmund Walker Head peint par Théophile Hamel, un grand artiste québécois, artiste canadien, et je suis emballée que nous l'ayons.

Nous avons un fauteuil de la Chambre du Sénat avant l'incendie de 1916, ce qui me paraît être un objet patrimonial fort important. Le sac de laine fabriqué avant 1889, et que nous avons prêté au Musée des beaux-arts de Winnipeg pour une exposition en cours, a été fabriqué pour le Sénat et servait aux juges de la Cour suprême qui siégeaient sur celui-ci à l'occasion de l'ouverture du Parlement. Il n'est plus utilisé, mais s'avère selon moi un objet patrimonial important.

Nous avons un bureau de l'édifice de l'Est datant de 1830 à 1860; le cabinet de la masse, qui est encore utilisé aujourd'hui; une table conçue par l'architecte de l'édifice du Centre, J. A. Pearson, fabriquée vers 1920; un pupitre de 2001 qui est une réplique du design original qui a survécu à l'incendie de 1916; et une table d'appoint du fauteuil du Président, fabriquée en 2003

with the one from 1923. They're in use. We will be looking at the conservation needs of one of them, actually. There is a sideboard that was commissioned by the Speaker, the Honourable Daniel Hays, based on the design of those from the House of Commons.

It is our recommendation that those pieces be added to the collection.

Probably more dear to your heart, Senator Tannas, is the question of deaccessioning. How many of these objects do we have that are taking up space and adding overhead costs? We are beginning that process. It is my sincerest hope, Madam Chair, that before I retire we will be through round one, so we not only have the policy, but we have the process and procedure established.

We're starting with tableware commissioned by various Speakers over time.

The Chair: May I ask you if there is anything that is not in the report that you could report to us? Sorry to cut you off like this, but we really have to meet with another group. I'm going to postpone some of the items on the agenda.

Senator Bovey: All I am going to say, Madam Chair, is that we are under process and this was an update report.

The Chair: I apologize for this, Senator Bovey.

Colleagues, any questions? No, we're good.

I assume, Senator Bovey, that you are moving your report, the second report of the Artwork and Heritage Advisory Working Group on artwork and heritage assets?

Senator Bovey: Yes.

The Chair: And you would like us to adopt the report?

Senator Bovey: Yes, please.

The Chair: Colleagues, are we all in agreement?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Thank you. So the motion is passed and it is carried.

afin de correspondre à l'autre, datant de 1923. Elles sont actuellement utilisées. Nous allons d'ailleurs nous pencher sur les besoins de conservation de l'une d'elles, d'ailleurs. Puis il y a une crédence, commandée par le Président du Sénat de l'époque, l'honorable Daniel Hays, d'après les crédences conçues pour la Chambre des communes.

Nous recommandons l'ajout de ces objets à la collection.

La question du déclassement, maintenant; elle vous est probablement plus chère, sénateur Tannas. Combien de ces objets en notre possession prennent de la place et ajoutent à nos coûts généraux? Nous entamons ce processus. J'espère sincèrement, madame la présidente, que nous en aurons fait le tour une première fois avant mon départ à la retraite, de sorte que nous ayons non seulement une politique, mais aussi un processus en place.

Nous commençons par la vaisselle officielle commandée par divers Présidents au fil du temps.

La présidente : Puis-je vous demander s'il y a quoi que ce soit que vous pourriez nous communiquer qui ne figure pas dans le rapport? Je suis désolée de vous interrompre de la sorte, mais nous devons vraiment rencontrer un autre groupe. Je vais remettre à plus tard certains points à l'ordre du jour.

La sénatrice Bovey : Tout ce que vais dire, madame la présidente, c'est que nous suivons le processus et qu'il s'agit d'un rapport de mise à jour.

La présidente : Je suis désolée, sénatrice Bovey.

Honorables collègues, avez-vous des questions? Non. C'est bon.

Je présume, sénatrice Bovey, que vous proposez que le comité se prononce sur votre rapport sur les œuvres d'art et les biens patrimoniaux, soit le deuxième rapport du Groupe de travail consultatif sur les œuvres d'art et le patrimoine?

La sénatrice Bovey : Oui.

La présidente : Souhaitez-vous que nous adoptions le rapport?

La sénatrice Bovey : Oui, s'il vous plaît.

La présidente : Honorables collègues, sommes-nous tous d'accord?

Des voix : D'accord.

La présidente : Merci. La motion est adoptée.

Colleagues, we are going to postpone item 6. We are going to go to item 7. Julie, I am sorry, you only have two minutes for that item.

I will postpone items 8, 9 and 10. We will go in camera and we will look at item 13.

Julie Lacroix, Director, Corporate Security Directorate, Senate of Canada: Today I'm seeking approval to proceed with the request for extending an existing sole-source contract with Abloy Canada for the purchase of goods.

The Senate has been working with Abloy for the last 15 years. I would like to continue doing so by requesting the extension so that Abloy can continue to provide the Senate with equipment and services for our secure locking systems.

[Translation]

This sole-source contract has resulted in significant savings for the Senate. Abloy Canada remains the only service provider that successfully meets the Senate's security requirements.

[English]

I would be happy to take any questions in camera, as they may relate to finance and security, should the committee have questions for me.

The Chair: Questions or comments? We will be discussing this in camera for the specifics. Thank you, Julie.

For the good of this meeting, I will try to have five minutes at the end for Julie and for Senator Deacon. For the management of this meeting today, I think some of the discussions are important, but we are over the time allocation.

Colleagues, if you are in agreement, we will go into the in camera proceedings.

(The committee continued in camera.)

Honorables collègues, nous allons reporter le point 6 de l'ordre du jour. Passons au point 7. Madame Lacroix, je suis désolée, mais vous n'avez que deux minutes pour ce point.

Je vais reporter les points 8, 9 et 10. Nous traiterons ensuite du point 13 à huis clos.

Julie Lacroix, directrice, Direction de la sécurité institutionnelle, Sénat du Canada : Je souhaite aujourd'hui obtenir l'autorisation d'aller de l'avant avec une demande de prolongation d'un contrat à fournisseur unique accordé à Abloy Canada pour l'achat de biens.

Le Sénat travaille avec Abloy depuis 15 ans. J'aimerais continuer à le faire en demandant une prolongation de sorte qu'Abloy puisse continuer à fournir au Sénat l'équipement et les services nécessaires à notre système de verrouillage.

[Français]

Ce contrat à fournisseur unique a permis au Sénat de générer des économies de coûts importantes. Abloy Canada demeure le seul fournisseur de services qui répond avec succès aux exigences de sécurité du Sénat.

[Traduction]

Si le comité a des questions, je serai heureuse d'y répondre à huis clos, puisqu'elles pourraient avoir trait aux finances et à la sécurité.

La présidente : Est-ce qu'il y a des questions ou des commentaires? Nous allons discuter des détails connexes à huis clos. Merci, madame Lacroix.

Dans l'intérêt de son bon déroulement, je vais tenter de réserver cinq minutes à Mme Lacroix et au sénateur Deacon à la fin de la séance. J'estime en outre que certaines discussions sont importantes, mais nous avons dépassé le temps prévu et je dois gérer la séance en conséquence.

Honorables collègues, si vous êtes d'accord, nous allons maintenant poursuivre nos délibérations à huis clos.

(La séance se poursuit à huis clos.)